

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME

*Le contenu intégral des actes et des délibérations peut être consulté sur demande auprès du pôle juridique*

*Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime*

*6 rue du verger*

*CS 40078*

*76192 Yvetot Cedex*

*[www.sdis76.fr](http://www.sdis76.fr)*



## **ARRETE DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT**

-----

**Service départemental d'incendie et de secours  
de la Seine-Maritime**  
6 rue du verger – CS 40078  
76192 YVETOT Cedex



## **SOMMAIRE**

### **ARRETE DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT**

<b>N°</b>	<b>Date</b>	<b>Titre</b>
AG-2019-086	15/10/2019	Arrêté portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime



## **ARRETES DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

-----

**Service départemental d'incendie et de secours  
de la Seine-Maritime**

6 rue du verger – CS 40078  
76192 YVETOT Cedex



## SOMMAIRE

### ARRETES DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

N°	Date	Titre
2019/GAP-4890	12/09/2019	Arrêté portant tableau complémentaire d'avancement au grade d'adjudant de sapeurs-pompiers professionnels
AG-2019-085	09/10/2019	Arrêté portant virement de crédits sur le budget principal
AG-2019-087	15/10/2019	Arrêté portant délégation de signature au Colonel Jean-Yves LAGALLE, directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime
AG-2019-088	15/10/2019	Arrêté portant délégation de signature au Colonel hors classe Marc VITALBO, directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime
AG-2019-089	15/10/2019	Arrêté portant délégation de signature au Lieutenant-colonel Jean-Michel BOYER, chef de groupement en charge du pôle Anticipation et action
AG-2019-090	15/10/2019	Arrêté portant délégation de signature au Lieutenant-colonel Pascal DOLBEAU, chef de groupement en charge du pôle Programmation et soutien techniques
AG-2019-091	15/10/2019	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Martial DELABARRE, chef de groupement en charge du pôle Financier
AG-2019-092	15/10/2019	Arrêté portant délégation de signature au Colonel Thierry SENEZ, chef de groupement en charge du pôle Santé et bien être
AG-2019-093	15/10/2019	Arrêté portant délégation de signature au Lieutenant-colonel Nicolas BLEYON, chef du groupement territorial Est

AG-2019-094	15/10/2019	Arrêté portant délégation de signature au Commandant Pierre MACHILLOT faisant fonction de chef du groupement Formation et sport
AG-2019-095	15/10/2019	Arrêté portant délégation de signature à Madame Cécile GAUDEFROY, cheffe du groupement Immobilier
AG-2019-096	15/10/2019	Arrêté portant délégation de signature au Commandant William PELLOIN faisant fonction de chef du groupement Opérations
AG-2019-097	15/10/2019	Arrêté portant délégation de signature au Lieutenant-colonel Arnaud SUFFYS, chef du groupement territorial Ouest
AG-2019-098	15/10/2019	Arrêté portant délégation de signature au Commandant Erwan MAHE, chef du groupement Pilotage - Évaluation – Prospective
AG-2019-099	15/10/2019	Arrêté portant délégation de signature à la Lieutenant-colonelle Valérie FILLEBIEN, cheffe du groupement Prévention
AG-2019-100	15/10/2019	Arrêté portant délégation de signature au Commandant Hervé COLIBERT, chef du groupement Prévision et aménagement du territoire
AG-2019-101	15/10/2019	Arrêté portant délégation de signature au Commandant Luc TACONNET faisant fonction de chef du groupement Ressources humaines
AG-2019-102	15/10/2019	Arrêté portant délégation de signature au Lieutenant-colonel Jean-Marie ROYER, chef du groupement territorial Sud
AG-2019-103	15/10/2019	Arrêté portant délégation de signature au capitaine Eddy KOPYLA, adjoint au chef de groupement faisant fonction de chef du groupement technique et logistique
AG-2019-104	15/10/2019	Arrêté portant délégation de signature à Madame Céline LIDOR, adjointe à la cheffe de groupement en charge du pôle Juridique



**Sapeurs-Pompiers  
de Seine-Maritime**

## **ARRETE DE MONSIEUR LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL ADJOINT**

-----

**Service départemental d'incendie et de secours  
de la Seine-Maritime**

6 rue du verger – CS 40078  
76192 YVETOT Cedex



## **SOMMAIRE**

### **ARRETE DE MONSIEUR LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL ADJOINT**

<b>N°</b>	<b>Date</b>	<b>Titre</b>
AG-2019-084	16/09/2019	Arrêté portant mise à jour de la liste départementale des formateurs de la filière secours d'urgence aux personnes pour l'année 2019





---

**DELIBERATIONS  
DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**Réunion du 10 octobre 2019**

---

**Service départemental d'incendie et de secours  
de la Seine-Maritime**  
6 rue du verger – CS 40078  
76192 YVETOT Cedex



## SOMMAIRE DES DELIBERATIONS DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

-----

Séance	N°	Service instructeur	Titre
10/10/19	DBCA-2019-080	Pôle Financier	Fourniture de matériels destinés à équiper en balisage et signalisation et prestations de filmage des vitres pour les véhicules du Sdis 76
10/10/19	DBCA-2019-081	Pôle Financier	Convention constitutive d'un groupement de commandes pour l'acquisition d'effets d'habillement pour sapeurs-pompiers et personnels administratifs et techniques et les prestations associées
10/10/19	DBCA-2019-082	Pôle Financier	Vente de matériels – mises à prix
10/10/19	DBCA-2019-083	Pôle Financier	Demande de prise en charge d'un préjudice causé en intervention
10/10/19	DBCA-2019-084	Pôle Compétence humaine	Modifications du tableau des emplois budgétaires
10/10/19	DBCA-2019-085	Pôle Compétence humaine	Convention entre la communauté d'agglomération Caux-Seine Agglo et le Sdis 76 pour l'utilisation de la piscine intercommunale de Lillebonne
10/10/19	DBCA-2019-086	Pôle Programmation et soutien techniques	Nouvelle politique immobilière – convention de financement pour la reconstruction du Cis le Havre Sud
10/10/19	DBCA-2019-087	Pôle Financier	Nouvelle politique immobilière – modalités de désignation des équipes de maîtrise d'œuvre (hors procédure de concours)
10/10/19	DBCA-2019-088	Pôle Compétence humaine	Convention de mise à disposition ponctuelle de biens du Sdis 76 au profit de l'association crossfire du Havre



**ARRETE N° AG - 2019 - 086**  
**portant désignation du Président du conseil d'administration**  
**du Service départemental d'incendie et de secours**  
**de la Seine-Maritime**

----

Le Président du Département

**VU :**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment l'article L 1424-27 et suivants,
- l'élection du Président du Département en date du 14 octobre 2019,
- la délibération du Département en date du 24 avril 2015 portant élection des représentants du Département au conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARRETE**

**Article 1er :**

En application des dispositions de l'article L 1424-27 alinéa 1 du code général des collectivités territoriales, Monsieur André GAUTIER, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, est désigné Président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**Article 2 :**

Monsieur le directeur général des services départementaux et Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**Article 3 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification au destinataire, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Rouen, le 15 octobre 2019

**Le Président du Département,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191015-AG-2019-086-AR

Accusé certifié exécutoire

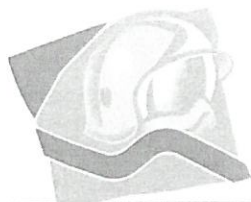
Réception par le préfet : 15/10/2019

Affichage : 15/10/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Monsieur Bertrand BELLANGER**



**Sapeurs-Pompiers  
de Seine-Maritime**

Yvetot, le

**12 SEP. 2019**

**AR R E T E N° 2019 / GAP - 4890**  
**portant tableau complémentaire d'avancement au grade d'adjudant**  
**de sapeurs-pompiers professionnels**

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de secours  
de la Seine-Maritime

Vu :

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels,
- le décret n° 2012-521 du 20 avril 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'arrêté n° 2019 / GAP - 1749 en date du 25 février 2019 de Monsieur le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime portant tableau annuel d'avancement au grade d'adjudant de sapeurs-pompiers professionnels, au titre de l'année 2019,

Considérant :

- l'avis de la commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C en date du 12 septembre 2019,
- que l'ensemble des agents proposés au tableau annuel d'avancement au grade d'adjudant de sapeurs-pompiers professionnels, au titre de l'année 2019, ont fait l'objet d'une nomination,

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**AR R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le tableau complémentaire d'avancement au grade d'adjudant de sapeurs-pompiers professionnels, au titre de l'année 2019, est établi dans l'ordre qui suit :

N° d'ordre	NOM PRENOM
1	BLOQUEL THOMAS
2	BRION LAURENT
3	CHOCHON DAMIEN
4	DELALANDRE ANTOINE
5	DELALANDRE NICOLAS
6	DHENIN PASCAL
7	DRAULT OLIVIER
8	DUFAYET CHRISTOPHE
9	DURAND MICKAEL

10	ERMENEUX JEAN-FRANCOIS
11	FONTAINE YOANN
12	GILLET PIERRE
13	JAN RENAUD
14	LEBOUCHER BENOIT
15	LECOQ YANN
16	LUCAS WILLIAM
17	MELLIER VINCENT
18	METAIS BENOIT
19	PANLOUP VINCENT
20	ROUSSIGNOL MICKAEL

**ARTICLE 2<sup>e</sup>** : Les nominations s'effectueront dans l'ordre du tableau, sous réserve de l'acceptation du poste vacant proposé à l'agent.

Les nominations dans l'ordre du tableau sont conditionnées par deux éléments cumulatifs : la vacance des emplois budgétaires correspondants et l'exercice des fonctions du grade.

En outre, les nominations dans l'ordre du tableau pourront exceptionnellement être remises en cause si l'agent commet des faits qui altèrent gravement sa manière de servir postérieurement à la préparation de la commission administrative paritaire et qui n'ont pas été pris en compte pour l'établissement du tableau d'avancement. Sa nomination serait dans ce cas suspendue.

**ARTICLE 3<sup>e</sup>** : Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Rouen peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 4<sup>e</sup>** : Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sous forme d'avis au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Le Président du conseil d'administration,

  
André GAUTIER





**ARRETE N° AG-2019-085**  
**Portant virement de crédits sur le budget principal**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales ;
- l'arrêté du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M61 des Services départementaux d'Incendie et de Secours ;
- le budget principal pour l'exercice 2019 modifié, et notamment les crédits inscrits en section de fonctionnement, au compte « 022 – crédits pour dépenses imprévues » d'un montant de 2 836 350,11 € ;
- l'insuffisance de crédits en section de fonctionnement, notamment au compte 61551 pour faire face à l'entretien et aux réparations du matériel roulant suite à l'intervention réalisée sur le site industriel Lubrizol ;

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER** : Il est procédé au virement de crédits suivant en section de fonctionnement du budget principal pour l'exercice 2019 :

Article	Type (1)	Libellé	Montant en €
022	DR	Dépenses imprévues	- 80 000,00 €
61551	DR	Entretien et réparations du matériel roulant	80 000,00 €
<b>Total de la décision modificative en section de fonctionnement</b>			<b>0,00 €</b>

(1) DR : Dépenses réelles ; DO : Dépenses d'ordre

**ARTICLE 2** : Ce virement de crédits sera porté à la connaissance du Conseil d'administration lors de sa prochaine séance.

**ARTICLE 3** : Le Président du Conseil d'Administration et le comptable public assignataire du Service Départemental d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine Maritime.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191010-AG-2019-085-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/10/2019

Affichage : 13/08/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Pour le Président et par délégation,  
Le Directeur départemental adjoint,  
**Colonel hors classe Jean-Marc VITALBO**



**ARRETE N°AG-2019- 087**  
**portant délégation de signature au Colonel Jean-Yves LAGALLE,**  
**directeur départemental des services d'incendie et de secours**  
**de la Seine-Maritime**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- le décret n°2016-2002 du 30 décembre 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois de conception et de direction des sapeurs-pompiers professionnels ;
- le décret n°2016-2003 du 30 décembre 2016 relatif à l'emploi de directeur départemental et directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté conjoint en date des 14 mars 2017 et 20 mars 2017 de Monsieur le ministre de l'Intérieur et de Monsieur le Président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime portant détachement de Monsieur Jean-Yves LAGALLE, sur l'emploi fonctionnel de directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2017/AGAJ-019 en date du 22 mars 2017 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre de la gestion administrative et financière du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, délégation de signature est conférée à Monsieur Jean-Yves LAGALLE, colonel hors classe de sapeurs-pompiers professionnels, directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration, tous actes, arrêtés, décisions, pièces et correspondances dans la limite des crédits ouverts au budget à l'exception :

- des rapports, des délibérations et des procès-verbaux du conseil d'administration et du bureau,
- des ordres de réquisition du comptable,
- des conventions de transfert visées par la loi n°96.369 du 3 mai 1996,
- des lettres, autres que les simples transmissions, adressées aux ministres et parlementaires,
- des nominations des membres de conseils, commissions et comités institués par les lois et règlements applicables au service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

### **ARTICLE 2 :**

L'arrêté n°2017/AGAJ-019 en date du 22 mars 2017 est abrogé à compter de la signature du présent arrêté.

### **ARTICLE 3 :**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours et Monsieur le Payeur départemental sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

### **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 15 octobre 2019

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191015-AG-2019-087-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/10/2019

Affichage : 16/10/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N°AG-2019-088**  
**portant délégation de signature au Colonel hors classe Marc VITALBO,**  
**directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours**  
**de la Seine-Maritime**

---

Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- le décret n°2016-2002 du 30 décembre 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois de conception et de direction des sapeurs-pompiers professionnels ;
- le décret n°2016-2003 du 30 décembre 2016 relatif à l'emploi de directeur départemental et directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours ;
- l'arrêté conjoint en date des 14 mars 2017 et 20 mars 2017 de Monsieur le ministre de l'Intérieur et de Monsieur le Président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime portant détachement de Monsieur Marc VITALBO, sur l'emploi fonctionnel de directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2017/AGAJ-020 en date du 22 mars 2017 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre de la gestion administrative et financière du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, délégation de signature est conférée à Monsieur Marc VITALBO, colonel hors classe de sapeurs-pompiers professionnels, directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration, tous actes, arrêtés, décisions, pièces et correspondances dans la limite des crédits ouverts au budget à l'exception :

- des rapports, des délibérations et des procès-verbaux du conseil d'administration et du bureau,
- des ordres de réquisition du comptable,
- des conventions de transfert visées par la loi n°96.369 du 3 mai 1996,
- des lettres, autres que les simples transmissions, adressées aux ministres et parlementaires,
- des nominations des membres de conseils, commissions et comités institués par les lois et règlements applicables au service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

### **ARTICLE 2 :**

L'arrêté n°2017/AGAJ-020 en date du 22 mars 2017 est abrogé à compter de la signature du présent arrêté.

### **ARTICLE 3 :**

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours et Monsieur le Payeur départemental sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

### **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 15 octobre 2019

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191015-AG-2019-088-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/10/2019

Affichage : 16/10/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

**ARRETE N°AG-2019-089**  
**portant délégation de signature**  
**au Lieutenant-colonel Jean-Michel BOYER,**  
**chef de groupement en charge du pôle Anticipation et action**

---

Le président du Conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- les arrêtés du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°AG-2019-087 et n°AG-2019-088 en date du 15 octobre 2019,
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2018/GAGAJ-011 portant délégation de signature en date du 14 juin 2018 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du Service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** :

Dans le cadre des compétences du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son pôle, délégation de signature est conférée à Monsieur Jean-Michel BOYER, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels, chef de groupement en charge du pôle Anticipation et action, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration:

- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,
- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son pôle.

## **ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement simultané du directeur départemental, Monsieur Jean-Yves LAGALLE, Colonel hors classe de sapeurs-pompiers professionnels, et du directeur départemental adjoint, Marc VITALBO Colonel hors classe de sapeurs-pompiers professionnels, délégation de signature est conférée à Monsieur Jean-Michel BOYER, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels, chef de groupement en charge du pôle Anticipation et action, à l'effet de signer au nom du président du Conseil d'administration et dans le cadre des attributions de son pôle, tous actes, arrêtés, décisions, pièces et correspondances dans la limite des crédits ouverts au budget et inférieur à 25 000 € HT, à l'exception :

- des rapports, des délibérations et des procès-verbaux du conseil d'administration et du bureau,
- des ordres de réquisition du comptable,
- des conventions de transfert visées par la loi n°96.369 du 3 mai 1996,
- des lettres, autres que les simples transmissions, adressées aux ministres et parlementaires,
- des nominations des membres de conseils, commissions et comités institués par les lois et règlements applicables au service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

## **ARTICLE 3 :**

L'arrêté n°2018/AGAJ-011 en date du 14 juin 2018 est abrogé à compter de la signature du présent arrêté.

## **ARTICLE 4 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 5:**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191015-AG-2019-089-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/10/2019

Affichage : 16/10/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Notifié le

YVETOT, le 15 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

**ARRETE N°AG-2019-090**  
**portant délégation de signature au Lieutenant-colonel Pascal DOLBEAU,**  
**chef de groupement en charge du pôle**  
**Programmation et soutien techniques**

---

Le président du Conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- les arrêtés du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°AG-2019-087 et n° AG-2019-088 en date du 15 octobre 2019,
- l'arrêté du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2018/GAGAJ-010 en date du 14 juin 2018 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du Conseil d'administration du Service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** :

Dans le cadre des compétences du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son pôle, délégation de signature est conférée à Monsieur Pascal DOLBEAU, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels, chef de groupement en charge du pôle Programmation et soutien techniques, à l'effet de signer au nom du président du Conseil d'administration :

- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,
- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son pôle.

## **ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement simultané du directeur départemental, Monsieur Jean-Yves LAGALLE, Colonel hors classe de sapeurs-pompiers professionnels, et du directeur départemental adjoint, Marc VITALBO, Colonel hors classe de sapeurs-pompiers professionnels, délégation de signature est conférée à Monsieur Pascal DOLBEAU, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels, chef de groupement en charge du pôle Programmation et soutien techniques, à l'effet de signer au nom du président du Conseil d'administration et dans le cadre des attributions de son pôle, tous actes, arrêtés, décisions, pièces et correspondances dans la limite des crédits ouverts au budget et inférieur à 25 000 € HT, à l'exception :

- des rapports, des délibérations et des procès-verbaux du conseil d'administration et du bureau,
- des ordres de réquisition du comptable,
- des conventions de transfert visées par la loi n°96.369 du 3 mai 1996,
- des lettres, autres que les simples transmissions, adressées aux ministres et parlementaires,
- des nominations des membres de conseils, commissions et comités institués par les lois et règlements applicables au service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

## **ARTICLE 3 :**

L'arrêté n°2018/GAGAJ-010 en date du 14 juin 2018 est abrogé.

## **ARTICLE 4 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 15 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191015-AG-2019-090-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/10/2019

Affichage : 16/10/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

**ARRETE N°AG-2019-091**  
**portant délégation de signature à Monsieur Martial DELABARRE,**  
**chef de groupement en charge du pôle Financier**

---  
Le président du Conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- les arrêtés du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°AG-2019-087 et n°AG-2019-088 en date du 15 octobre 2019,
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2018/GAGAJ-012 portant délégation de signature en date du 14 juin 2018 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du Service départemental peut donner délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du Conseil d'administration du Service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son pôle, délégation de signature est conférée à Monsieur

Martial DELABARRE, chef de groupement en charge du pôle Financier, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

▪ **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**

- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,
- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité du pôle Financier,
- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence du pôle Financier par ampliation,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant le pôle Financier,
- les bordereaux récapitulant les mandats de dépenses, emportant certification du service fait des dépenses concernées et attestant du caractère exécutoire des pièces justificatives jointes,
- les bordereaux récapitulant les titres de recettes, emportant attestation du caractère exécutoire des pièces justificatives et rendant exécutoires les titres joints,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant le pôle Financier,
- les certificats administratifs rendus nécessaires à la bonne exécution du budget du Service départemental,
- la restitution des retenues de garantie et les mains levées de garanties financières après avis du groupement porteur du projet,
- les demandes de tirages ou de remboursements concernant les emprunts ou les lignes de trésorerie,
- la validation des virements de crédits réalisés au sein des groupements,
- les actes administratifs courants liés aux demandes de subventions ou de financement divers (et pièces s'y rapportant, accusé de réception, demande de compléments, notification,...),

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation et à la passation des marchés publics ou accords-cadres, quelle que soit la procédure utilisée, à l'exception de leur signature et de leur notification,
- les actes liés à l'exécution financières des marchés publics ou accords-cadres, notamment les décomptes financiers et ordres de service, quelle que soit l'incidence financière, à l'exception des avenants et de leur notification,
- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités du Service départemental, les bons de commandes en lien avec l'activité du pôle Financier dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 3 000 € HT,
- les bons de commandes en lien avec l'activité des groupements du Service départemental en cas d'urgence dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 3 000 € HT,



## **ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement simultané du directeur départemental, Monsieur Jean-Yves LAGALLE, Colonel hors classe de sapeurs-pompiers professionnels, et du directeur départemental adjoint, Marc VITALBO, Colonel hors classe de sapeurs-pompiers professionnels, délégation de signature est conférée à Monsieur Martial DELABARRE, chef de groupement en charge du pôle Financier, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration et dans le cadre des attributions de son pôle, tous actes, arrêtés, décisions, pièces et correspondances dans la limite des crédits ouverts au budget, à l'exception :

- des rapports, des délibérations et des procès-verbaux du conseil d'administration et du bureau,
- des ordres de réquisition du comptable,
- des conventions de transfert visées par la loi n°96.369 du 3 mai 1996,
- des lettres, autres que les simples transmissions, adressées aux ministres et parlementaires,
- des nominations des membres de conseils, commissions et comités institués par les lois et règlements applicables au service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

## **ARTICLE 3 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Martial DELABARRE, chef du pôle Financier, la délégation qui lui est conférée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, est exercée, aux mêmes conditions, par Monsieur Jean-François BOULANGER, adjoint au chef de groupement.

## **ARTICLE 4 :**

L'arrêté n°2018/GAGAJ-012 en date du 14 juin 2018 est abrogé.

## **ARTICLE 5 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191015-AG-2019-091-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/10/2019

Affichage : 16/10/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Notifié le

YVETOT, le 15 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°3

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00



**ARRETE N°AG-2019-092**  
**portant délégation de signature au Colonel Thierry SENEZ,**  
**chef de groupement en charge du pôle Santé et bien être**

---  
Le président du Conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- les arrêtés du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°AG-2019-087 et n°AG-2019-088 en date du 15 octobre 2019,
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2018/GAGAJ-014 portant délégation de signature en date du 14 juin 2018 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du Service départemental peut donner délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du Conseil d'administration du Service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son service, délégation de signature est

conférée à Monsieur Thierry SENEZ, médecin classe exceptionnelle, colonel de sapeurs-pompiers professionnels, médecin-chef, à l'effet de signer au nom du président du Conseil d'administration:

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
  - les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,
  - toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son pôle,
  - les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son pôle par ampliation,
- **au titre de la gestion financière**
  - l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses de son pôle,
  - toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son pôle, à l'exception des certificats administratifs.
- **au titre de la commande publique**
  - les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son pôle,
  - les bons de commandes en lien avec l'activité de son pôle dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 3 000 € HT.

## **ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement simultané du directeur départemental, Monsieur Jean-Yves LAGALLE, Colonel hors classe de sapeurs-pompiers professionnels, et du directeur départemental adjoint, Marc VITALBO, Colonel hors classe de sapeurs-pompiers professionnels, délégation de signature est conférée à Monsieur Thierry SENEZ, chef de groupement en charge du pôle Santé et bien-être, médecin classe exceptionnelle, colonel de sapeurs-pompiers professionnels, médecin chef, à l'effet de signer au nom du président du Conseil d'administration et dans le cadre des attributions de son pôle, tous actes, arrêtés, décisions, pièces et correspondances dans la limite des crédits ouverts au budget et inférieur à 25 000 € HT, à l'exception :

- des rapports, des délibérations et des procès-verbaux du conseil d'administration et du bureau,
- des ordres de réquisition du comptable,
- des conventions de transfert visées par la loi n°96.369 du 3 mai 1996,
- des lettres, autres que les simples transmissions, adressées aux ministres et parlementaires,
- des nominations des membres de conseils, commissions et comités institués par les lois et règlements applicables au service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

## **ARTICLE 3 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry SENEZ, chef de groupement en charge du pôle Santé et bien-être, médecin classe exceptionnelle, colonel de sapeurs-pompiers professionnels, médecin chef, la délégation qui lui est conférée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, est exercée, aux mêmes conditions, par Monsieur Stéphane JAHIER, adjoint au chef de groupement.

#### **ARTICLE 4 :**

L'arrêté n°2018/GAGAJ-014 en date du 14 juin 2018 est abrogé.

#### **ARTICLE 5 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

#### **ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 15 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191015-AG-2019-092-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/10/2019

Affichage : 16/10/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°3

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

**ARRETE N°AG-2019-093**  
**portant délégation de signature au Lieutenant-colonel Nicolas BLEYON**  
**chef du groupement territorial Est**

---

Le président du Conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2018/GAGAJ-029 portant délégation de signature en date du 31 août 2018 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du Conseil d'administration du Service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** :

Dans le cadre des compétences du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Monsieur Nicolas BLEYON, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels, chef du groupement territorial Est, à l'effet de signer au nom du président du Conseil d'administration :

▪ **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**

- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son groupement,
- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 3 000 € HT.

**ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas BLEYON, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels, chef du groupement territorial Est, la délégation qui lui est conférée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, est exercée, aux mêmes conditions, par Monsieur Fabrice CAUMONT, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, adjoint au chef du groupement territorial Est.

**ARTICLE 3 :**

L'arrêté du président du Conseil d'administration n° 2018/GAGAJ-029 du 31 août 2018 portant délégation de signature est abrogé à compter de la signature du présent arrêté.

**ARTICLE 4 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191015-AG-2019-093-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/10/2019

Affichage : 16/10/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

Notifié le



YVETOT, le 15 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

**ARRETE N°AG-2019-094**  
**portant délégation de signature au Commandant Pierre MACHILLOT**  
**faisant fonction de chef du groupement Formation et sport**

---

Le président du Conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2018/GAGAJ-023 portant délégation de signature en date du 7 septembre 2019 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du Conseil d'administration du Service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Monsieur Pierre MACHILLOT, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, faisant fonction de chef du groupement Formation et sport, à l'effet de signer au nom du président du Conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,
- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son groupement,
- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses de son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 3 000 € HT,

**ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre MACHILLOT, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, faisant fonction de chef du groupement Formation et sport, Monsieur Ronan PHILIP, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, adjoint au chef du groupement Formation et sport, exercera la délégation consentie à l'article 1<sup>er</sup>.

**ARTICLE 3 :**

L'arrêté du président du Conseil d'administration n° 2018/GAGAJ-023 du 7 septembre 2018 portant délégation de signature est abrogé à compter de la signature du présent arrêté.

**ARTICLE 4 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191015-AG-2019-094-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/10/2019

Affichage : 16/10/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

Notifié le



YVETOT, le 15 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00



**ARRETE N°AG-2019-095**  
**portant délégation de signature à Madame Cécile GAUDEFROY**  
**cheffe du groupement Immobilier**

---

Le président du Conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°AG-2019-068 portant délégation de signature en date du 30 août 2019 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du Conseil d'administration du Service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Madame Cécile GAUDEFROY, cheffe du groupement Immobilier, à l'effet de signer au nom du président du Conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,
- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son groupement,
- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses de son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les pièces relatives à la conduite d'opérations relevant du domaine d'activité de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 3 000 € HT,

**ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile GAUDEFROY, cheffe du groupement Immobilier, la délégation qui lui est conférée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, est exercée, aux mêmes conditions, par Monsieur Emmanuel DUBAILLAY, adjoint à la cheffe du groupement Immobilier.

**ARTICLE 3 :**

L'arrêté du président du Conseil d'administration n°AG-2019-068 du 30 août 2019 portant délégation de signature est abrogé à compter de la signature du présent arrêté.

**ARTICLE 4 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191015-AG-2019-095-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/10/2019

Affichage : 16/10/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Notifié le

YVETOT, le 15 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

**ARRETE N°AG-2019-096**  
**portant délégation de signature au Commandant William PELLOIN**  
**faisant fonction de chef du groupement Opérations**

---

Le président du Conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2018/GAGAJ-024 portant délégation de signature en date du 7 septembre 2018 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du Conseil d'administration du Service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Monsieur William PELLOIN, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, faisant fonction de chef du groupement Opérations, à l'effet de signer au nom du président du Conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
  - toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son groupement,
  - les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation,
  - les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 3 000 € HT.

**ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur William PELLOIN, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, faisant fonction de chef du groupement Opérations, la délégation qui lui est conférée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, est exercée, aux mêmes conditions, par Monsieur Eric TIRELLE, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, adjoint au chef du groupement Opérations.

**ARTICLE 3 :**

L'arrêté du président du Conseil d'administration n° 2018/GAGAJ-024 du 7 septembre 2018 portant délégation de signature est abrogé à compter de la signature du présent arrêté.

**ARTICLE 4 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191015-AG-2019-096-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/10/2019

Affichage : 16/10/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Notifié le

YVETOT, le 15 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

**ARRETE N°AG-2019-097**  
**portant délégation de signature au Lieutenant-colonel Arnaud SUFFYS**  
**chef du groupement territorial Ouest**

---

Le président du Conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°AG-2019-004 portant délégation de signature en date du 23 janvier 2019 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du Conseil d'administration du Service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Monsieur Arnaud SUFFYS, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels, chef du groupement territorial Ouest, à l'effet de signer au nom du président du Conseil d'administration :

▪ **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**

- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son groupement,
- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 3 000 € HT.

**ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud SUFFYS, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels, chef du groupement territorial Ouest, la délégation qui lui est conférée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, est exercée, aux mêmes conditions, par Monsieur Pierre RISPAL, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, adjoint au chef du groupement territorial Ouest.

**ARTICLE 3 :**

L'arrêté du président du Conseil d'administration n° AG-2019-004 du 23 janvier 2019 portant délégation de signature est abrogé à compter de la signature du présent arrêté.

**ARTICLE 4 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191015-AG-2019-097-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/10/2019

Affichage : 16/10/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



YVETOT, le 15 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Notifié le

**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

**ARRETE N°AG-2019-098**  
**portant délégation de signature au Commandant Erwan MAHE**  
**chef du groupement Pilotage - Évaluation - Prospective**

---

Le président du Conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2018-/GAGAJ-021 portant délégation de signature en date du 4 juillet 2018 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du Conseil d'administration du Service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Monsieur Erwan MAHE, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, chef du groupement Pilotage - Évaluation - Prospective, à l'effet de signer au nom du président du Conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
  - toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son groupement,
  - les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation,
  - les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 3 000 € HT.

**ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Erwan MAHE, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, chef du groupement Pilotage - Évaluation - Prospective, la délégation qui lui est conférée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, est exercée, aux mêmes conditions, par Madame Marie-Laure BREUGNOT, cheffe du service projets stratégiques et adjointe au chef de groupement.

**ARTICLE 3 :**

L'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2018/GAGAJ-021 du 4 juillet 2018 portant délégation de signature est abrogé à compter de la signature du présent arrêté.

**ARTICLE 4 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191015-AG-2019-098-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/10/2019

Affichage : 16/10/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Notifié le

YVETOT, le 15 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



**ARRETE N°AG-2019-099**  
**portant délégation de signature à la Lieutenant-colonelle**  
**Valérie FILLEBIEN**  
**cheffe du groupement Prévention**

---

Le président du Conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2018/GAGAJ-025 portant délégation de signature en date du 14 septembre 2018 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du Conseil d'administration du Service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Madame Valérie FILLEBIEN, lieutenant-colonelle de sapeurs-pompiers professionnels, cheffe du groupement Prévention, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

▪ **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**

- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son groupement,
- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 3 000 € HT.

**ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Valérie FILLEBIEN, lieutenant-colonelle de sapeurs-pompiers professionnels, cheffe du groupement Prévention, la délégation qui lui est conférée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, est exercée, aux mêmes conditions, par Monsieur Jean-Pierre RONDEAU, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, adjoint à la cheffe du groupement Prévention

**ARTICLE 3 :**

L'arrêté n° 2018/GAGAJ-025 en date du 14 septembre 2018 est abrogé à compter de la signature du présent arrêté.

**ARTICLE 4 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Notifié le

YVETOT, le 15 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191015-AG-2019-099-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/10/2019  
Affichage : 16/10/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

**Monsieur André GAUTIER**



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

**ARRETE N°AG-2019-100**  
**portant délégation de signature au Commandant Hervé COLIBERT**  
**chef du groupement Prévision et aménagement du territoire**

---

Le président du Conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°AG-2019-001 portant délégation de signature en date du 23 janvier 2019 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du Conseil d'administration du Service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Monsieur Hervé COLIBERT, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, chef du groupement Prévision et aménagement du territoire, à l'effet de signer au nom du président du Conseil d'administration :

▪ **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**

- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son groupement,
- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 3 000 € HT.

**ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé COLIBERT, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, chef du groupement Prévision et aménagement du territoire, la délégation qui lui est conférée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, est exercée, aux mêmes conditions, par Monsieur Sylvere PERROT, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, adjoint au chef du groupement Prévision et aménagement du territoire

**ARTICLE 3 :**

L'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n° AG-2019-001 est abrogé à compter de la signature du présent arrêté.

**ARTICLE 4 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191015-AG-2019-100-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/10/2019

Affichage : 16/10/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



YVETOT, le 15 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

**ARRETE N°AG-2019-101**  
**portant délégation de signature au Commandant Luc TACONNET**  
**faisant fonction de chef du groupement Ressources humaines**

---  
Le président du Conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°AG-2019-063 portant délégation de signature en date du 1<sup>er</sup> août 2019 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du Conseil d'administration du Service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Monsieur Luc TACONNET, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, faisant fonction de chef du groupement des Ressources humaines, à l'effet de signer au nom du président du Conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,
- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief et liées à l'activité de son groupement,
- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses de son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 3 000 € HT,

▪ **au titre des Ressources humaines**

- les décisions d'acceptation ou de refus d'ouvertures, d'alimentations et d'utilisation des compte-épargne temps des agents du Service départemental,
- les attestations relatives à la situation administrative des agents du Service départemental,
- les actes relevant de la gestion des agents du Service départemental par ampliation,
- les correspondances se rapportant à l'exécution des conventions de disponibilité des sapeurs-pompiers volontaires du corps départemental,
- les correspondances, demandes ou transmissions relevant de la gestion des dossiers des agents du Service départemental et adressées aux institutions de la fonction publique territoriale et autres organismes extérieurs concernés,
- les correspondances relatives aux candidatures hors officiers de sapeurs-pompiers et aux mobilités,
- les correspondances relatives au changement temporaire de régime de travail,
- les correspondances et les arrêtés relatifs aux congés de maladie ordinaire.

**ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc TACONNET, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, faisant chef du groupement des ressources humaines, la délégation qui lui est conférée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, est exercée, aux mêmes conditions, par Madame Sophie LACUISSE, cheffe du service carrières, rétributions et budget et adjointe au chef de groupement.

**ARTICLE 3 :**

L'arrêté du président du Conseil d'administration n° AG-2019-063 du 06 septembre 2018 portant délégation de signature est abrogé à compter de la signature du présent arrêté.

**ARTICLE 4 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191015-AG-2019-101-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/10/2019

Affichage : 16/10/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



YVETOT, le 15 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°3

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

**ARRETE N°AG-2019-102**  
**portant délégation de signature au Lieutenant-colonel Jean-Marie ROYER**  
**chef du groupement territorial Sud**

---

Le président du Conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2018/GAGAJ-028 portant délégation de signature en date du 17 septembre 2018 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du Conseil d'administration du Service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** :

Dans le cadre des compétences du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Monsieur Jean-Marie ROYER, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels, chef du groupement territorial Sud, à l'effet de signer au nom du président du Conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
  - toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son groupement,
  - les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation,
  - les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,



▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 3 000 € HT.

**ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Marie ROYER, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels, chef du groupement territorial Sud, la délégation qui lui est conférée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, est exercée, aux mêmes conditions, par Monsieur David REYNE, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, adjoint au chef du groupement territorial Sud.

**ARTICLE 3 :**

L'arrêté du président du Conseil d'administration n° 2018/GAGAJ-028 du 17 septembre 2018 portant délégation de signature est abrogé à compter de la signature du présent arrêté.

**ARTICLE 4 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 15 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Notifié le

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191015-AG-2019-102-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/10/2019

Affichage : 16/10/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

**Monsieur André GAUTIER**



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

**ARRETE N°AG-2019-103**  
**portant délégation de signature au capitaine Eddy KOPYLA**  
**adjoint au chef de groupement faisant fonction de chef du groupement**  
**technique et logistique**

---

Le président du Conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2017/GAGAJ-045 portant délégation de signature en date du 24 mai 2017 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du Conseil d'administration du Service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** :

Dans le cadre des compétences du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Monsieur Eddy KOPYLA, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, adjoint au chef de groupement faisant fonction de chef de groupement technique et logistique, à l'effet de signer au nom du président du Conseil d'administration :

▪ **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**

- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son groupement,
- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation,
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations

individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 3 000 € HT.

**ARTICLE 2 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eddy KOPYLA, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, adjoint au chef du groupement faisant fonction de chef du groupement technique, la délégation qui lui est conférée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, est exercée, aux mêmes conditions, par Monsieur Christophe MARGRIT, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, chef du service équipements, approvisionnements et logistiques faisant fonction d'adjoint au chef du groupement technique et logistique.

**ARTICLE 3 :**

L'arrêté du président du Conseil d'administration n° 2017/GAGAJ-0245 du 24 mai 2017 portant délégation de signature est abrogé à compter de la signature du présent arrêté.

**ARTICLE 4 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 15 octobre 2019

Notifié le

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191015-AG-2019-103-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/10/2019

Affichage : 16/10/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

**Monsieur André GAUTIER**



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

**ARRETE N°AG-2019-104**  
**portant délégation de signature à Madame Céline LIDOR,**  
**adjointe à la cheffe de groupement en charge du pôle Juridique**

---  
Le président du conseil d'administration du  
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 14 octobre 2019 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°AG-2019-086 du 15 octobre 2019 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°AG-2019-069 portant délégation de signature en date du 30 août 2019 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son pôle, délégation de signature est conférée à Madame Céline LIDOR, adjointe à la cheffe de groupement en charge du pôle Juridique, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
  - toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité des services du pôle Juridique,
  - les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence du pôle Juridique par ampliation,

- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,
  - les bordereaux d'élimination et de versements des archives.
- **au titre de la gestion financière**
    - l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant le pôle Juridique,
    - toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant le pôle Juridique, à l'exception des certificats administratifs.
- **au titre de la commande publique**
    - les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités du pôle Juridique,
    - les bons de commandes en lien avec l'activité du pôle Juridique dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 3 000 €HT.
- **au titre des affaires juridiques**
    - les courriers relatifs à la protection fonctionnelle des agents ou aux constitutions de partie civile du service départemental présentant un caractère d'urgence,
    - les pièces dans le cadre des significations d'actes et décisions de justice adressées au service départemental.

## **ARTICLE 2 :**

L'arrêté n°AG-2019-069 en date du 30 août 2019 est abrogé.

## **ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

## **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191015-AG-2019-104-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/10/2019

Affichage : 16/10/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

YVETOT, le 15 octobre 2019

Le Président du Conseil d'administration  
du Service départemental d'incendie et de  
secours de la Seine-Maritime,

**Monsieur André GAUTIER**

Notifié le



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

**ARRÊTÉ N° AG-2019-084**  
**portant mise à jour de la liste départementale des formateurs de la**  
**filière secours d'urgence aux personnes pour l'année 2019**

Le Directeur départemental  
des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

**Vu**

- le code général des collectivités territoriales, partie législative et réglementaire,
- le décret n° 91-834 du 30 août 1991 modifié, relatif à la formation aux premiers secours,
- le décret n° 92-514 du 12 juin 1992 modifié, relatif à la formation de moniteur des premiers secours,
- l'arrêté du 08 juillet 1992 modifié, relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours,
- le décret n° 92-1195 du 05 novembre 1992 modifié, relatif à la formation d'instructeur de secourisme,
- le décret n° 97-48 du 20 janvier 1997 modifié, portant diverses mesures relatives au secourisme,
- l'arrêté du 24 mai 2000 modifié, portant organisation de la formation continue dans le domaine des premiers secours,
- l'arrêté du 24 août 2007 modifié, fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « premiers secours en équipe de niveau 1 » (PSE 1),
- l'arrêté du 14 novembre 2007 modifié, fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « premiers secours en équipe de niveau 2 » (PSE 2),
- l'arrêté du 17 août 2012 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « conception et encadrement d'une action de formation »,
- l'arrêté du 17 août 2012 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur de formateurs »,
- l'arrêté du 03 septembre 2012 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours »,
- le règlement interne de formation départemental du secours d'urgence aux personnes,
- le règlement interne de certification départemental du secours d'urgence aux personnes.

Sur proposition du Chef de groupement Formation et activités physiques,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1er :**

Les formateurs dont les noms suivent sont habilités, en fonction de leurs domaines de compétences, à l'enseignement des formations :

- prévention et secours civiques de niveau 1 (PSC1),
- équipier prompt secours,
- équipier au VSAV,
- premiers secours en équipe de niveau 1 (PSE 1),
- premiers secours en équipe de niveau 2 (PSE 2),
- formation d'adaptation à l'emploi de chef d'agrès une équipe, module 2 – management opérationnel « Secours à personnes ».

**ARTICLE 2 :**

Le groupement Formation et activités physiques, le centre départemental de formation, les chefs de centre, solliciteront les formateurs inscrits sur cette liste pour l'encadrement et la validation des formations relatives aux secours d'urgence aux personnes.

**FORMATEURS DE FORMATEURS DE SECOURS D'URGENCE AUX PERSONNES**

Agent	Matricule	Grade	CIS
ABARNOU STEPHEN	992799	Sergent	Rouen Sud
			Saint Valery en Caux
BERTIN SAMUEL	800683	Adjudant	Groupeement Est
			Fontaine le Bourg
CLOUZEAU GREGORY	993461	Adjudant	Centre de formation
			Veules les Roses
CONSEIL GAETAN	992824	Infirmier	Rouen Sud
DELALANDRE NICOLAS	758017	Sergent-chef	Le Havre Sud
			Yvetot
GAILLET ALEXANDRE	802409	Sergent-chef	Rouen Sud
GRISEL GERALD	157020	Adjudant	CODIS
			Duclair
GUILLOT DAMIEN	800248	Adjudant-chef	Gambetta
LEUILLIER MATHIEU	802622	Sergent	Rouen Sud
			Foucarmont
NOBLET ERIC	800495	Adjudant	Direction
			Caudebec en Caux
PILORGET FRANCK	992432	Infirmier-chef	Yvetot
RAGO JEAN LOUIS	800290	Adjudant-chef	Groupeement Sud
REVELLE STYVE	200331	Lieutenant 2 <sup>ème</sup> classe	Groupeement Est
		Lieutenant	Londinières
THOMAS ENRICK	760211	Adjudant	CODIS

# **FORMATEURS DE SECOURS D'URGENCE AUX PERSONNES**

Agent	Matricule	Grade	CIS
ANDRE DENIS	990483	Adjudant	Le Trait
ANQUETIL PHILIPPE	800117	Capitaine	Franqueville Saint Pierre
AVRIL VINCENT	802232	Adjudant	CODIS
			Saint Nicolas d'Aliermont
BANGOURA DAVID	800497	Adjudant	Rouen Sud
BARON GUILLAUME	993039	Caporal	Gambetta
BELLO LUCIE	384335	Sergente	Arques la Bataille
BENARD SEBASTIEN	319002	Lieutenant	Grand Couronne
BEN HAMOU DIDIER	760142	Adjudant	Rouen Sud
			Montville
BERGOT LOIC	993856	Caporal	Rouen Sud
BESACE XAVIER	990783	Caporal	Gambetta
BIRTEGUE THIERRY	258018	Adjudant-chef	Fauville en Caux
BLIN SOPHIE	993042	Caporale	Le Havre Nord
BOISHUS CYRIL	802459	Sergent-chef	Caucriauville
BONTE WILLIAM	200240	Lieutenant hors classe	Grand Quevilly
		Lieutenant	Le Trait
BOUCHER JOSE	374005	Capitaine	Incheville
BOUCHER SEBASTIEN	991452	Caporal	Rouen Sud
BOUGEANT NICOLAS	802792	Caporal-chef	Rouen-Sud
BOULLARD ARMAND	990408	Sergent-chef	Fécamp
BOURDIN ALEXANDRE	991710	Sergent	Cany-Barville
BREE FLORIAN	992256	Infirmier hors classe	Groupeement Est
BRETON ALIX	990849	Caporale-chef	Saint Vaast d'Equiqueville
BRETON JEROME	802048	Adjudant	Gournay en Bray
			Neufchâtel en Bray
BRUMENT ELODIE	991102	Caporale-chef	Fontaine le Bourg
BUREAUX OLIVIER	800660	Caporal	Gambetta
CARDON NATHALIE	258004	Adjudante-chef	Fauville en Caux
CARPENTIER JEAN-LUC	391008	Adjudant	Sotteville les Rouen
CATALDO CEDRIC	991020	Caporal-chef	Sotteville les Rouen
			Malaunay
CERTAIN BASTIEN	991168	Sergent	Montivilliers
CHARRON CEDRIC	994626	Caporal-chef	CODIS
CHAUVIN MICKAEL	993057	Caporal	Le Havre Nord
CHEVALIER THIERRY	200308	Lieutenant 1 <sup>ère</sup> classe	CODIS
		Lieutenant	Duclair
CHOPART DANY	216023	Sergent	Rouen Sud
			Barentin
CLOUZEAU MATHILDE	993579	Caporale-chef	Veules les Roses
CORRAL JEAN-LOUIS	993879	Adjudant-chef	Lillebonne
COTARD MEHDI	758069	Sergent-chef	Yvetot
COTE MICKAEL	752012	Adjudant-chef	Yerville
CUISSINAT FREDERIC	994373	Lieutenant	Saint Romain de Colbosc
DANGER LEBALLEUR MANUELLA	401032	Sergente-chef	La Mailleraye sur Seine
DAS NEVES KEVIN	802591	Caporal-chef	Gambetta
			Grand Quevilly
DAVID CHRISTIAN	271028	Sergent	Rouen Sud
			Yvetot
DAVY THIERRY	760586	Capitaine	Le Havre Sud



Agent	Matricule	Grade	CIS
DELACROIX ANTHONY	801704	Adjudant-chef	Neufchâtel en Bray
			Aumale
DE LACROIX DE LA VALETTE ANNE	801450	Infirmière-cheffe	Gambetta
DELAMARE SONIA	992572	Caporale	Saint Laurent en Caux
DELHAY YANNICK	991065	Caporal-chef	Fécamp
			Valmont
DENIS MARLENE	993538	Sapeure 1 <sup>ère</sup> classe	Etretat
DENOUEFFE VALENTIN	990791	Sergent-chef	Forges les Eaux
DERPINSKI NICOLAS	447055	Sergent-chef	Criquetot l'Esneval
DESILLES NICOLAS	993322	Caporal	Gambetta
			Déville les Rouen
DESMARAIS CALLE FREDERIC	801605	Adjudant-chef	Franqueville Saint Pierre
DESPORTES BENOIT	614006	Sergent-chef	Saint Martin de Boscherville
DEVERGNES EMMANUEL	800234	Adjudant-chef	Yvetot
			Duclair
DIRUY ARMAND	760574	Sergent-chef	Les prés salés
DORAY SEBASTIEN	462016	Lieutenant	Neufchâtel en Bray
DUFOUR LAURENT	711012	Lieutenant	Les prés salés
DUFOUR SEBASTIEN	397020	Adjudant-chef	Longueville sur Scie
DUMOUCHEL MICHAEL	802304	Infirmier hors classe	Groupeement Ouest
		Infirmier	Angerville l'Orcher
DUVAL BENOIT	200295	Adjudant-chef	Elbeuf
			La Neuville Chant d'Oisel
DUVAL HELENE	802049	Sergente-cheffe	Gambetta
			Déville les Rouen
DUVAL JESSE	991061	Sergent-chef	Montivilliers
FANEL AURELIEN	993572	Lieutenant 1 <sup>ère</sup> classe	CODIS
FERON RAYNALD	482033	Adjudant-chef	Offranville
FORTIN FREDERIC	800595	Adjudant-chef	Grand Quevilly
			Sotteville les Rouen
FOUACHE FIONA	384133	Caporale-chef	Saint Romain de Colbosc
FRADET NICOLAS	990379	Sergent-chef	Le Havre Nord
GATINEAU GAETAN	991748	Sergent-chef	Lillebonne
GILLES FRANCK	125	Capitaine	Luneray
GILLES PHILIPPE	107	Lieutenant	Luneray
GLOAGUEN JONATHAN	760407	Sergent-chef	Bolbec
GODARD LAURENT	800361	Adjudant	Valmont
GODEBOUT GILLES	700021	Lieutenant 2 <sup>ème</sup> classe	Le Havre Sud
GOFFARD DAVID	800559	Adjudant-chef	Yvetot
			Grand Quevilly
GORRIAS THOMAS	994037	Caporal	Le Havre Sud
GRANDSIRE JEREMIE	217015	Adjudant	Dieppe
GRENIER BRUNO	990158	Caporal-chef	Rouen Sud
GROLLEAU VINCENT	994539	Lieutenant 1 <sup>ère</sup> classe	Centre de formation
GRUMETZ LAURENT	200264	Lieutenant 1 <sup>ère</sup> classe	Gournay en Bray
GUEGUEN OLIVIER	992436	Caporal	Dieppe
GUERIN ANTHONY	200307	Adjudant-chef	Gambetta
			Servaville
GUIRLET THIBAUT	384269	Sergent-chef	Gournay en Bray
HEDOUIN NICOLAS	801761	Adjudant-chef	Arques la Bataille
HENRY LAETITIA	990741	Infirmière	Barentin
HERVALET THIERRY	760261	Sergent-chef	Angerville l'Orcher
HERVE MATHIEU	991421	Caporal	Dieppe
HUREL ANTOINE	992190	Caporal	Le Havre Sud
JAPIN CEDRIC	801699	Adjudant	Rouen Sud
			Saint Aubin les Elbeuf

Agent	Matricule	Grade	CIS
JOLIBOIS NICOLAS	994204	Caporal	CODIS
JOUTEL FRANCOIS	800311	Sergent-chef	Rouen Sud
LAINE DAMIEN	992629	Lieutenant	Le Trait
LAINE LAETITIA	760124	Infirmière Principale	Goderville
LAMENISOT RONAN	993049	Caporal	Gambetta
			Forges les Eaux
LAMOURET MAXIME	990364	Sergent	CODIS
			Neufchâtel en Bray
LAVICE LUDOVIC	994165	Lieutenant	Sotteville les Rouen
LEBERRERA GERALD	312008	Capitaine	Buchy
LEBERRERA YOHANN	384383	Sergent-chef	Buchy
LEBLOND FLORIAN	991483	Caporal-chef	Canteleu
LEBON VINCENT	800246	Adjudant-chef	Canteleu
			Auffay
LE BOULCH NICOLAS	991434	Caporal	Doudeville
LEBOURGEOIS SEVERINE	990811	Caporale-chef	Etretat
LECOINTRE JEAN-MICHEL	263008	Adjudant-chef	La Feuillie
LECUYER GILLES	990753	Adjudant	Gambetta
LE DREZEN LOIC	991081	Caporal-chef	Le Havre Nord
LEFORT JOSE	192002	Lieutenant	Criel sur Mer
LE GOFF MATHIEU	990798	Sergent	Gambetta
LEGRAS JACQUES	400015	Adjudant-chef	Dieppe
LEJEUNE JULIEN	990558	Sergent-chef	Dieppe
LEMONNIER GUILLAUME	801883	Sergent-chef	Canteleu
LEQUEN CLAIRE	802221	Caporale	Sotteville les Rouen
LEROI FRANCK	802386	Sergent-chef	Franqueville Saint Pierre
LEROUY SEBASTIEN	219034	Sergent-chef	Doudeville
LE ROY AURELIEN	802521	Sergent-chef	La Mailleraye sur Seine
LESUEUR LAURENT	800288	Adjudant-chef	Canteleu
LEVISTRE JEROME	700040	Lieutenant	Tôtes
LHEUREUX LAURENT	300160	Adjudant-chef	Le Havre Sud
LHOMME GREGORY	222027	Sergent	Rouen Sud
			Duclair
LIGER BLAISE	802330	Sergent-chef	Le Havre Nord
LOMBARD MATTHIEU	993942	Caporal	Le Havre Sud
LOVALLO CHRISTOPHE	993646	Caporal	Grand Quevilly
			Tôtes
LUCOT LAURENT	200344	Adjudant-chef	Rouen Sud
			Forges les Eaux
MALMAISON DAMIEN	990801	Sergent	CODIS
			Pavilly
MAREST CLEMENT	991496	Caporal	Rouen Sud
MAOUI SAMIR	802403	Caporal	Canteleu
			Grand Quevilly
MARCOT SEBASTIEN	802664	Adjudant-chef	Rouen Sud
MARRE DIDIER	200271	Adjudant-chef	Groupement Sud
MARTIN JEAN-JACQUES	100027	Lieutenant 2 <sup>ème</sup> classe	Rouen Sud
		Lieutenant	Montville
MARTINE CEDRIC	760439	Sergent	Gambetta
			Envermeu
MEHENTAL DJELOUL	495015	Adjudant-chef	Barentin
MENDY EMMANUEL	200345	Lieutenant hors classe	Groupement Sud
		Lieutenant	Grand Quevilly
MENOU AURELIEN	990531	Adjudant	Les Grandes Ventes
MERTENS EMMANUEL	993172	Sapeur 1 <sup>ère</sup> classe	Héricourt en Caux
MICHEL CHRISTOPHE	101000	Adjudant-chef	Dieppe
			Barentin

Agent	Matricule	Grade	CIS
MLODZINSKI KEVIN	992374	Caporal-chef	Montville
MONCHY PASCAL	991739	Lieutenant	Arques la Bataille
MONET ARNAUD	100056	Adjudant	Le Havre Nord
	100056	Adjudant	Yvetot
MONTAIN GAELE	802029	Sergent-chef	Fécamp
MONTEIRO JOSE	991080	Sergent	Gambetta
			Cailly
NABAIS ANTHONY	800619	Sergent-chef	Elbeuf
			Grand Quevilly
NIEL SEBASTIEN	800312	Adjudant-chef	Barentin
			Montville
NOYON TANGUY	802267	Sergent	Neufchâtel en Bray
OLIVEIRA COURTOIS JOSSELIN	402011	Caporal-chef	Barentin
OLIVIER ALEXIS	992554	Sapeur 1 <sup>ère</sup> classe	Bolbec
OMONT FRANCK	300305	Commandant	Le Havre Sud
PECQUERI DAVID	801726	Adjudant	Le Havre Nord
			Grand Quevilly
PELLERIN HUGUES	800034	Lieutenant	Tôtes
PHILIPPE DAVID	991139	Adjudant-chef	Grandcourt
PIGEON FABRICE	760125	Adjudant	Sotteville les Rouen
PIGNOT JOZROLAND SEBASTIEN	993851	Caporal	Gambetta
PINON PHILIPPE	801463	Infirmier principal	Servaville
PLAQUEVENT VINCENT	476044	Sergent-chef	Notre Dame de Gravenchon
POLOSSE CYRIL	994517	Caporal	CODIS
PONDEMER MICKAEL	993970	Caporal-chef	CODIS
POUCHET FABRICE	800624	Sergent-chef	Gambetta
			Montville
POUSSET SEBASTIEN	801525	Adjudant-chef	Barentin
			Saint Martin de Boscherville
QUESNEL OLIVIER	482015	Lieutenant	Les prés salés
QUESNEY DAVID	991417	Caporal	Canteleu
RASSE DAVID	739014	Adjudant-chef	Aumale
REJASSE MARTIAL	300216	Adjudant-chef	Le Havre Sud
RENARD ANGELA	801697	Lieutenant	Yport
REVEY FABRIEN	476034	Caporal-chef	Notre Dame de Gravenchon
ROBERT FABRICE	994627	Caporal	CODIS
ROBERT NICOLAS	495035	Caporal-chef	Elbeuf
			Duclair
ROCHETTE EMMANUEL	400034	Lieutenant 2 <sup>ème</sup> classe	Dieppe
RODARIE RENE	026016	Lieutenant	Dieppe
ROUSSELIN BENJAMIN	993279	Sergent-chef	Gournay en Bray
RYCKEBUSCH STEPHANE	991084	Sergent	Gambetta
SAHUT JULIEN	802672	Caporal	Neufchâtel en Bray
			Tôtes
SENECAL FABRIEN	125020	Adjudant-chef	Bosc-le-Hard
SIMON GUILLAUME	992790	Sergent	Caucriauville
STROOBANTS QUENTIN	994840	Caporal	Lillebonne
STURTZER ERIC	994049	Caporal	Caucriauville
SYLVESTRE JEAN BAPTISTE	993329	Caporal	Gambetta
TASSERIE VINCENT	802140	Adjudant	Gambetta
THOS ELODIE	990764	Sergente	Elbeuf
			Dieppe
TRANCHARD CHRISTOPHE	200287	Adjudant-chef	Le Havre Sud
TREFOUEL CYRILLE	992074	Sergent	Caudebec en Caux
VALLEE JULIEN	991019	Sergent	Gambetta
			Caudebec en Caux
VARNIER GAELE	800314	Adjudant	Auffay

Agent	Matricule	Grade	CIS
VENEROSO MATHIEU-PAUL	993875	Caporal	Gambetta
VIOGNE ARNAUD	400039	Adjudant-chef	Cany Barville
			Bacqueville en Caux

### **ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° AG-2019-059 du 24 juillet 2019.

### **ARTICLE 4 :**

Le Chef de groupement Formation et activités physiques et le Directeur départemental du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190923-AG-2019-084-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/09/2019

Affichage : 13/09/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Yvetot, le 16 septembre 2019

Le Directeur départemental adjoint,

**Colonel hors classe Marc VITALBO**

N°DBCA-2019-080

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**FOURNITURE DE MATERIELS DESTINES A EQUIPER EN BALISAGE ET  
SIGNALISATION ET PRESTATIONS DE FILMAGE DES VITRES  
POUR LES VEHICULES DU SDIS 76**

Le 10 octobre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 23 septembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *le code de la commande publique,*
- *la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*

\*\*

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) procède à l'acquisition d'une partie de ses véhicules via l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP). Cela concerne notamment les véhicules de type : Renault Kangoo, Citroën Berlingo, Renault Master ou trafic, Peugeot Boxer...

L'aménagement selon les différentes configurations (VLR, VTU, VBS...) se fait en interne dans les ateliers du Centre technique départemental de Tourville-la-Rivière.

Pour ce faire, le Sdis 76 a besoin d'acquérir des équipements adhésifs (kit complet prédécoupé, rouleau de balisage, lettrage...) ainsi que des équipements de signalisation lumineuse et sonore (feu rotatif, rampe lumineuse, triangle, sirène...).

Ces équipements permettent également aux agents du Sdis 76 de procéder à leur remplacement en cas de pannes, de dommages ou bien en cas de reconditionnement ou de transformation d'un véhicule.

Afin de sécuriser les personnels à l'intérieur des véhicules lors des interventions, le Service a également fait le choix de généraliser le filmage des vitres des véhicules opérationnels du parc.

Afin de couvrir ses différents besoins, le Sdis 76 a donc mis en œuvre un marché regroupant les fournitures et ou prestations suivantes :

- fourniture d'équipements adhésifs ;
- fourniture d'équipements de signalisation lumineuse et sonore ;
- fourniture et pose de films anti-agression.

L'avis d'appel public à la concurrence a été publié le 09 août 2019 au Bulletin officiel des annonces des marchés publics (BOAMP).

La date limite des offres était fixée au 23 septembre 2019 à 12h00.

Le marché concerne la mise en place d'accords-cadres mono-attributaire, exécutés par l'émission de bons de commande, d'une durée d'un an reconductible 3 fois.

Les montants annuels sont les suivants :

Lot(s)	Désignation	Minimum annuel en € HT	Maximum annuel en € HT
1	Fourniture d'équipements adhésifs	3 500,00	15 000,00
2	Fourniture d'équipements de signalisation lumineuse et sonore	18 000,00	65 000,00
3	Fourniture et pose de films anti-agression	10 000,00	100 000,00

Le critère de jugement des offres défini dans le cadre de la consultation est le critère unique du prix le plus bas.

\*  
\* \*

La commission d'appel d'offres, après avoir pris connaissance du rapport d'analyse des offres, s'est prononcée le 10 octobre 2019 et a attribué les accords-cadres aux sociétés suivantes, pour les montants minimum et maximum indiqués ci-dessus :

Lot(s)	Désignation	Attributaire(s)
1	Fourniture d'équipements adhésifs	ASTI SERIGRAPHIE
2	Fourniture d'équipements de signalisation lumineuse et sonore	MERCURA
3	Fourniture et pose de films anti-agression	Lot infructueux

\*  
\* \*

*Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer tout avenant sans incidence financière ou en moins-value ou générant une plus-value inférieure à 5% du montant du marché initial avec la société retenue par la commission d'appel d'offres.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191011-DBCA-2019-080-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/10/2019  
Affichage : 14/10/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

N°DBCA-2019-081

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES  
POUR L'ACQUISITION D'EFFETS D'HABILLEMENT POUR SAPEURS-POMPIERS  
ET PERSONNELS ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES  
ET LES PRESTATIONS ASSOCIEES**

Le 10 octobre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 23 septembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*



Vu :

- *le code de la commande publique, notamment ses articles L2113-6 à L2113-8 et R2332-15 relatifs aux groupements de commandes,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*

\* \*

Suite aux différents échanges entre les responsables techniques des sept Services départementaux d'incendie et de secours (Sdis) de la zone Nord-Ouest, il a été décidé de mettre en place un groupement de commandes pour l'acquisition des effets d'habillement pour les sapeurs-pompiers et les personnels administratifs et techniques, ainsi que pour les prestations associées.

Ce groupement de commandes serait composé du Sdis de l'Aisne (Sdis 02), du Sdis de l'Eure (Sdis 27), du Sdis du Nord (Sdis 59), du Sdis de l'Oise (Sdis 60), du Sdis du Pas de Calais (Sdis 62), du Sdis de la Seine-Maritime (Sdis 76) et du Sdis de la Somme (Sdis 80).

Cette démarche doit être formalisée par la signature d'une convention entre les 7 membres composant le groupement de commandes.

La durée de cette convention de groupement est prévue jusqu'à la fin de l'exécution des accords-cadres à bons de commande.

Le Sdis 60 se propose d'être le coordonnateur du groupement. A ce titre, il assurera notamment la préparation de la consultation, l'organisation et le secrétariat de la Commission d'Appel d'Offres, la signature des accords-cadres ainsi que leur notification, leur reconduction et la passation des avenants éventuels.

La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur du groupement.

Chaque Sdis pourra adhérer à l'ensemble des domaines identifiés ou à certains seulement.

Les accords-cadres seront conclus pour une durée initiale d'un an et pourront être reconduits pour trois périodes d'une durée maximale d'un an.

J'ai donc l'honneur de vous demander de bien vouloir :

- autoriser le Sdis 76 à adhérer au groupement de commandes pour l'acquisition d'effets d'habillement pour les sapeurs-pompiers et les personnels administratifs et techniques, ainsi que les prestations associées ;
- autoriser le Président à signer la convention constitutive du groupement de commandes ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Le projet de convention du groupement de commandes est joint en annexe.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191011-DBCA-2019-081-DE

Accusé certifié exécutoire

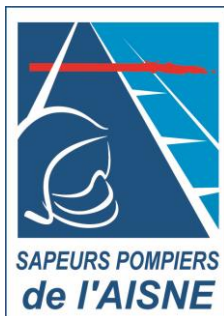
Réception par le préfet : 11/10/2019

Affichage : 14/10/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**



## CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES

Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu le code de la commande publique créé par Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et par Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018,  
Et notamment les articles L.2113-6 ; L.2113-7 ; L.2113-8 et R.2332-15.

**La présente convention est établie :**

### ENTRE:

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de l'Oise**, dont le siège se situe au 8 avenue de l'Europe, ZAE Beauvais-Tillé, à TILLE (Oise), représenté par M. Eric DE VALROGER, Président du Conseil d'Administration, dûment autorisé par délibération du Bureau en date du 23 septembre 2019,

ci-après désigné le coordonnateur,

Et

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de l'Aisne**, dont le siège se situe rue William Henry WADDINGTON - CS 20659 - 02007 Laon Cedex, représenté par M. Monsieur VERZELEN Pierre-Jean, Président du Conseil d'Administration, dûment autorisé par délibération du Conseil d'Administration en date du 10 octobre 2019,

Et

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de l'Eure**, dont le siège se situe au 8 rue du Docteur BAUDOUX CS 70613 - 27006 ÉVREUX cedex, représenté par M. LEHONGRE Pascal, Président du Conseil d'Administration, dûment autorisé par délibération du Conseil d'Administration en date du 30 septembre 2019,

Et

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) du Nord**, dont le siège se situe au 18 rue de Pas, CS 20068, 59028 LILLE Cedex, représenté par M. Jean-René LECERF, Président du Conseil d'Administration, dûment autorisé par délibération du Bureau en date du 23 septembre 2019,

Et

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) du Pas de Calais**, dont le siège se situe au 18 rue Cassin, ZA des Chemins Croisés, BP 20077, 62052 SAINT LAURENT DE BLANGY Cedex, représenté par M. Alain DELANNOY, Président du Conseil d'Administration, dûment autorisé par délibération du Bureau en date du 13 septembre 2019,

Et

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Seine Maritime**, dont le siège se situe au 6 rue du Verger, CS 40078, 76192 YVETOT Cedex, représenté par M. André GAUTIER, Président du Conseil d'Administration, dûment autorisé par délibération du Conseil d'Administration en date du 10 octobre 2019,

Et

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Somme**, dont le siège se situe au 7 allée du Bicêtre, BP 2306, 80026 AMIENS Cedex, représenté par M. Stéphane HAUSSOULIER, Président du Conseil d'Administration, dûment autorisé par délibération du Conseil d'Administration en date du 13 septembre 2019,

ci-après désignés les membres ou les parties,

**Il est convenu ce qui suit,**

## **PREAMBULE**

Les membres du groupement souhaitent mutualiser leurs moyens et compétences pour procéder à la passation d'un marché public afin de bénéficier de l'effet de massification des besoins communs du groupement mais aussi d'harmonisation en matière d'acquisition d'effets d'habillement pour sapeurs-pompiers et personnels administratifs et techniques et de prestations associées.

Dans la présente convention, le terme de marché public désigne chacun des lots de l'accord cadre.

PROJET

## **CONVENTION**

### **ARTICLE 1 - OBJET**

Les parties conviennent de la création d'un groupement de commande régi par les articles L.2113-6 et L.2113-7 du code de la commande publique, en vue de passer un marché public portant sur : **l'acquisition d'effets d'habillement pour sapeurs-pompiers et personnels administratifs et techniques et les prestations associées.**

La présente convention définit les modalités de fonctionnement du groupement et les conditions de participation de ses membres.

### **ARTICLE 2 - DUREE ET EVOLUTION DU GROUPEMENT**

Le groupement est constitué à la date de signature de la présente convention par chacune des parties.

Il prendra fin, à l'issue de tous les marchés publics conclus dans le cadre de la présente convention de groupement, ou dès lors, que par suite du retrait de ses membres, par décision dument habilitée, le groupement en comportera moins de 2.

Toutefois, les parties demeureront liées jusqu'à épuisement complet des voies de recours relatives aux procédures lancées dans le cadre de ce groupement, ainsi que jusqu'à la fin des instances contentieuses éventuellement ouvertes et pendantes devant les juridictions.

### **ARTICLE 3 - DESIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT**

Le coordonnateur du Groupement est le **SDIS de l'Oise**.

Les parties conviennent que le siège administratif du groupement de commandes est établi à l'adresse du coordonnateur.

### **ARTICLE 4 - CHOIX ET DEVOLUTION DU MARCHE PUBLIC**

Les membres du groupement décident que le marché public à conclure dans le cadre de la présente convention sera un ou plusieurs **accords-cadres à bons de commande** auxquels les membres seront partis dans les conditions prévues ci-après.

En outre, le mode de dévolution du marché public sera l'allotissement, étant précisé que chaque partie a la possibilité d'adhérer à un ou plusieurs lots. Dès lors, il lui incombe de notifier au coordonnateur, avant le lancement de la procédure, l'étendue de ses besoins et par la suite sur quel(s) lot(s) elle se positionne.

Les membres n'étant pas à même de déterminer avec précisions le quantitatif de leurs besoins pourront tout de même demander à participer au marché.

Le ou les accords-cadres, conclus sans minimum ni maximum seront reconductibles et pourront prévoir une entrée différée de certains membres, par exemple en cours de la première période, notamment lorsque ces membres sont liés par des marchés finissants.

## **ARTICLE 5 - COMITE DE PILOTAGE ET DE SUIVI**

Les parties mettent en place un comité de pilotage et de suivi constitué a minima pour chaque SDIS d'un représentant en charge de la gestion de l'habillement, ainsi que d'un représentant en charge de la commande publique.

L'animation du comité de pilotage est assurée par le représentant du coordonnateur ou d'un membre, partie prenante à l'accord cadre.

Le comité se réunit, téléphoniquement ou physiquement autant que de besoin durant :

- la phase de préparation et de recueil de besoins
- la procédure de passation (dont l'analyse des offres)
- l'exécution du marché public

Les invitations sont adressées par courriels, par l'animateur du comité et accompagnées d'un ordre du jour, et de tout document utile.

Le comité peut progresser informellement. Les échanges peuvent s'effectuer par messagerie électronique et/ou via un espace collaboratif.

## **ARTICLE 6 - MISSIONS DU COORDONNATEUR**

Le SDIS de l'Oise, coordonnateur, a pour mission de procéder à l'organisation de la procédure de consultation, conformément aux dispositions du code de la commande publique précité, en tenant compte des besoins exprimés par les parties au présent groupement.

A ce titre, il a en charge l'organisation de l'ensemble des opérations de passation.

Plus particulièrement, il procédera en concertation avec les membres du groupement :

- à la définition préalable des besoins,
- au choix de la procédure après concertation et validation de tous les membres,
- à la rédaction des pièces administratives et à la mise en cohérence des cahiers des charges ainsi qu'à leur présentation aux membres en vue d'une validation commune.

Et il aura en charge :

- l'animation du secrétariat du groupement de commande,
- les formalités de publicité,
- les réponses aux éventuelles questions des candidats,
- l'invitation des membres du groupement au comité d'analyse des candidatures et des offres,
- l'organisation de la Commission d'Appel d'Offres et la présentation de l'analyse,

- la sélection des opérateurs économiques,
- l'attribution du marché public,
- l'information des candidats non retenus,
- la gestion de toute question, requête ou contestation qui y est inhérente,
- la signature du marché public pour le compte des autres membres, la transmission au contrôle de légalité, la notification au(x) titulaire(s) puis la transmission des documents aux membres,
- la rédaction et la publication de l'avis d'attribution,
- la transmission de l'accord cadre aux membres du groupement,
- la collecte des documents exigibles du/des titulaire(s) en cours de marché public,
- la gestion des éventuelles modifications du marché public en cours d'exécution (avenants) :
  - information préalable des membres du groupement et sollicitation de leur accord avant toute décision définitive,
  - passation des éventuelles modifications de contrat en cours d'exécution en Commission d'Appel d'Offres,
- le recensement,
- la reconduction des marchés publics pour le compte des membres du groupement après décision de chaque membre sur sa volonté de reconduire ou non les marchés publics,
- la gestion des révisions de prix.

Le coordonnateur est l'interlocuteur privilégié des différents titulaires des marchés publics. Il coordonne les relations des membres du groupement entre eux et avec les fournisseurs sélectionnés. Il recueille les éventuelles réclamations relatives à l'exécution d'un lot et les instruit avec les personnes intéressées. Les autres membres du groupement sont tenus informés des relations entre le coordonnateur et le titulaire du lot en question.

En cas de sortie du coordonnateur du groupement ou dans tout autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer son rôle, une convention modificative interviendra pour désigner un nouveau coordonnateur.

## **ARTICLE 7 - MISSIONS DES CONSEILLERS TECHNIQUES**

Pour chacun des marchés, un conseiller technique référent est désigné.

Chaque conseiller technique s'engage à :

- à la rédaction des cahiers des charges ainsi qu'à leur présentation aux membres en vue d'une validation commune,
- à la définition des critères de jugement des offres et les faire valider par l'ensemble des membres,
- à effectuer l'analyse des offres pour l'attribution des marchés.

## **ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT**

Les membres du groupement s'engagent à :

- communiquer les coordonnées concernant les référents participant au comité de pilotage.
- définir leurs besoins propres,



- transmettre les informations nécessaires à la rédaction du dossier de consultation des entreprises en fonction des modalités et délais fixés par le coordonnateur,
- notifier au coordonnateur sur quel(s) lot(s) ils se positionnent,
- formuler leurs remarques dans les délais impartis,
- valider le résultat de l'analyse des candidatures et des offres avant attribution,
- participer au comité de pilotage,
- exécuter les marchés publics pour les besoins qui les concernent :
  - passer les bons de commande auprès des titulaires des différents lots,
  - réceptionner les fournitures,
  - procéder au règlement,
  - procéder au décompte de pénalités consécutives à une livraison tardive des fournitures,
  - répondre aux éventuels intérêts moratoires consécutifs à un règlement tardif des fournitures.

Aucun membre du groupement ne peut accomplir seul aucun autre acte de nature à modifier l'économie du marché public.

En cas de litige avec le(s) titulaire(s) lors de l'exécution du marché public, chaque membre du groupement sera chargé d'exercer sa propre action en justice, le coordonnateur pouvant lui apporter une assistance.

Chacun des membres s'engage à transmettre au coordonnateur du groupement toute information relative au marché public dont il aurait connaissance et toute information dont il serait saisi ainsi que tout document utile à la bonne exécution du marché public.

Le coordonnateur en informera les autres membres.

## **ARTICLE 9 - COMMISSION D'APPEL D'OFFRES**

La Commission d'Appel d'Offres compétente pour attribuer le marché public dans le cadre du présent groupement est, conformément à l'article L.1414-3-II du code général des collectivités territoriales, celle du coordonnateur. Le Président de la Commission du coordonnateur invite, sur proposition de chaque membre, un ou plusieurs représentants en raison de sa compétence dans le domaine, avec voix consultative.

La Commission d'Appel d'Offres du coordonnateur est également compétente pour émettre les avis préalables en matière de modification de contrat en cours d'exécution.

## **ARTICLE 10 - CLAUSES FINANCIERES LIEES AU FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT**

Le coordonnateur prend en charge les frais occasionnés par la gestion des procédures du groupement. Aucune participation aux frais de gestion n'est demandée aux autres membres du groupement.

Chaque membre assume les charges relatives à l'intervention de ses propres agents au profit du groupement.

## **ARTICLE 11 - EXECUTION DES MARCHES PUBLICS**

A l'issue de l'attribution, il appartient à chaque membre d'assurer pour ce qui le concerne l'exécution des marchés publics.

### **11.1- Exécution financière**

Chaque membre du groupement inscrit le montant des crédits nécessaires pour la part qui le concerne à son propre budget et assure l'exécution comptable des bons de commande.

Les factures afférentes aux bons de commande seront établies selon la fréquence définie dans les pièces de l'accord cadre à hauteur des prestations réalisées pour chacun des membres du groupement.

Les règlements seront effectués par chaque membre du groupement conformément à ses procédures propres.

Les éventuelles indemnités à devoir au titulaire seront réglées par chacun des membres.

### **11.2 Modalités de reconduction des marchés publics**

Les membres ne souhaitant pas la reconduction, pour ce qui les concerne, d'un ou de plusieurs lots à l'issue de la période échue, en informeront expressément le coordonnateur en respectant un préavis de six mois.

Le coordonnateur procédera à la reconduction des marchés publics pour le compte des membres du groupement ne s'y étant pas opposés et à la condition qu'ils soient au minimum deux.

## **ARTICLE 12 - RESILIATION D'UN MARCHÉ PUBLIC**

Aucun membre du groupement ne peut résilier seul un marché public conclu dans le cadre de la présente convention.

Sous réserve d'une décision en ce sens des membres du groupement, le coordonnateur pourra résilier un marché public dans le respect des textes susvisés et des stipulations contractuelles applicables (y compris celles du CCAG de référence).

Les éventuelles indemnités à devoir au titulaire consécutivement à la résiliation par les membres du groupement seront réglées par chacun des membres.

### **ARTICLE 13 - RECOURS**

Les recours liés à la passation, en défense comme en demande, sont assurés par le coordonnateur au nom et pour le compte de tous les membres du groupement.

Les actions en demande visant à engager la responsabilité contractuelle du titulaire vis-à-vis de l'ensemble des membres du groupement sont décidées à l'unanimité.

Le cas échéant, les modes alternatifs de règlement des litiges sont décidés conjointement par tous les membres du groupement.

Les recours liés au règlement financier des bons de commande passés par tel ou tel membre en son nom propre sont, en demande comme en défense, assurés par le (ou les) membre(s) concerné(s) sans recours possible contre les autres membres. Les éventuelles indemnités et pénalités correspondantes sont à la charge exclusive du membre concerné.

### **ARTICLE 14 - MODIFICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant approuvé par chacun des membres dans les mêmes termes et dans des formes identiques à celles requises pour l'adoption de la convention en elle-même.

La prise d'effet de la modification ne peut intervenir avant que l'ensemble des membres en ait fait approuver le contenu par leurs organes délibérants respectifs.

### **ARTICLE 15 - SORTIE ET DISSOLUTION DU GROUPEMENT**

Les membres d'un groupement peuvent se retirer du groupement de commandes, sous réserve d'en informer préalablement le coordonnateur en lui adressant, par lettre recommandée avec accusé de réception, la copie de la délibération de l'assemblée délibérante du membre concerné constatant ce retrait et dans le respect des conditions suivantes.

Afin de ne pas pénaliser le fonctionnement du groupement de commandes, le retrait ne pourra intervenir qu'avant le lancement de la consultation, en respectant un préavis d'un mois avant la date de lancement définie.

Le coordonnateur informera les autres membres du groupement de commandes de ce retrait.

### **ARTICLE 16 - LITIGES**

Tout litige pouvant survenir entre les signataires de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif d'Amiens.

Les parties s'engagent toutefois à privilégier la recherche de solution amiable et, autant que de besoin, avant toute procédure contentieuse, elles feront appel à une

mission de conciliation dans le cadre des dispositions de l'article L.211-4 du code de justice administrative.

PROJET

La présente convention est établie en un exemplaire, conservée par le coordonnateur.

Cette dernière page est établie en autant d'exemplaires que de signataires.

Le SDIS coordonnateur se chargera de compiler l'ensemble des signatures à la suite de la convention originale. De même, il se chargera, après procédure de contrôle de légalité, de notifier une copie à l'ensemble des membres du groupement.

**Pour le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Oise,**

Représenté par le Président de son conseil d'administration, agissant en vertu d'une délibération de l'organe délibérant du SDIS en date du 23 septembre 2019.

**A Tillé, le**

**Le Président du conseil d'administration,**

**M. Eric de VALROGER**

La présente convention est établie en un exemplaire, conservée par le coordonnateur.

Cette dernière page est établie en autant d'exemplaires que de signataires.

Le SDIS coordonnateur se chargera de compiler l'ensemble des signatures à la suite de la convention originale. De même, il se chargera, après procédure de contrôle de légalité, de notifier une copie à l'ensemble des membres du groupement.

**Pour le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Aisne,**

Représenté par le Président du Conseil d'Administration, agissant en vertu d'une délibération de l'organe délibérant du SDIS en date du 10 octobre 2019.

**A Laon , le**

**Le Président du conseil d'administration,**

**M. Pierre-Jean VERZELEN**

La présente convention est établie en un exemplaire, conservée par le coordonnateur.

Cette dernière page est établie en autant d'exemplaires que de signataires.

Le SDIS coordonnateur se chargera de compiler l'ensemble des signatures à la suite de la convention originale. De même, il se chargera, après procédure de contrôle de légalité, de notifier une copie à l'ensemble des membres du groupement.

**Pour le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Eure,**

Représenté par le Président du Conseil d'Administration, agissant en vertu d'une délibération de l'organe délibérant du SDIS en date 30 septembre 2019,

**A Evreux, le**

**Le Président du conseil d'administration,**

**M. Pascal LEHONGRE,**

La présente convention est établie en un exemplaire, conservée par le coordonnateur.

Cette dernière page est établie en autant d'exemplaires que de signataires.

Le SDIS coordonnateur se chargera de compiler l'ensemble des signatures à la suite de la convention originale. De même, il se chargera, après procédure de contrôle de légalité, de notifier une copie à l'ensemble des membres du groupement.

**Pour le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Nord,**

Représenté par le Président du Conseil d'Administration, agissant en vertu d'une délibération de l'organe délibérant du SDIS en date du 23 septembre 2019,

**A Lille, le**

**Le Président du conseil d'administration,**

**M. Jean-René LECERF**



La présente convention est établie en un exemplaire, conservée par le coordonnateur.

Cette dernière page est établie en autant d'exemplaires que de signataires.

Le SDIS coordonnateur se chargera de compiler l'ensemble des signatures à la suite de la convention originale. De même, il se chargera, après procédure de contrôle de légalité, de notifier une copie à l'ensemble des membres du groupement.

**Pour le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Pas-de-Calais,**

Représenté par le Président de son conseil d'administration, agissant en vertu d'une délibération de l'organe délibérant du SDIS en date du 13 septembre 2019.

**A Saint-Laurent-Blangy, le**

**Le Président du conseil d'administration,**

**M. Alain DELANNOY**

La présente convention est établie en un exemplaire, conservée par le coordonnateur.

Cette dernière page est établie en autant d'exemplaires que de signataires.

Le SDIS coordonnateur se chargera de compiler l'ensemble des signatures à la suite de la convention originale. De même, il se chargera, après procédure de contrôle de légalité, de notifier une copie à l'ensemble des membres du groupement.

**Pour le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine Maritime,**

Représenté par le Président du Conseil d'Administration, agissant en vertu d'une délibération de l'organe délibérant du SDIS en date du 10 octobre 2019,

**A Yvetot, le**

**Le Président du conseil d'administration,**

**M. André GAUTIER**

La présente convention est établie en un exemplaire, conservée par le coordonnateur.

Cette dernière page est établie en autant d'exemplaires que de signataires.

Le SDIS coordonnateur se chargera de compiler l'ensemble des signatures à la suite de la convention originale. De même, il se chargera, après procédure de contrôle de légalité, de notifier une copie à l'ensemble des membres du groupement.

**Pour le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Somme,**

Représenté par le Président du Conseil d'Administration, agissant en vertu d'une délibération de l'organe délibérant du SDIS en date du 13 septembre 2019,

**A Amiens, le**

**Le Président du conseil d'administration,**

**M. Stéphane HAUSSOULIER,**

N°DBCA-2019-082

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**VENTE DE MATERIELS – MISES A PRIX**

Le 10 octobre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 23 septembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *la loi n°2000-642 du 10 juillet 2000, portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques,*
- *le code général des collectivités territoriales,*
- *l'instruction budgétaire et comptable M61 des services départementaux d'incendie et de secours,*
- *la délibération du Bureau du conseil d'administration n° 2014-BCA-47 du 11 septembre 2014, approuvant le principe de ventes aux enchères des biens dépréciés ou inutilisés du Sdis 76,*
- *la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*

\* \*

Il est envisagé de sortir du patrimoine du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime les matériels énoncés ci-dessous.

Ces matériels seront pour l'essentiel mis en vente en ligne sur le site internet de la société Agora store.

#### **MATERIELS MOBILES D'INCENDIE ET DE SECOURS**

<b>N° Inventaire comptable</b>	<b>Année</b>	<b>Article budgétaire</b>	<b>Marque-modèle</b>	<b>Immat.</b>	<b>Kms</b>	<b>Prix acquisition</b>	<b>Mise à prix initiale *</b>
025373	2002	2150	CITROEN BERLINGO	86 VF 76	178 660	15 514,43 €	500 €
025377	2002	2150	CITROEN BERLINGO	92 VF 76	191 745	15 514,43 €	1 000 €
2006000000535	2006	21561	RENAULT CLIO 3	977 YY 76	209 648	13 579,44 €	1 000 €

## MATERIELS DIVERS

N° Inventaire comptable	Année	Article budgétaire	Matériel	Fournisseur	Prix d'achat unitaire	Mise à prix unitaire initiale *
021006	2001	2144	1 treuil à corde EVAK	EXPE-SPELEMAT	919,71 €	50 €
021007	2001	2144	1 treuil à corde EVAK	EXPE-SPELEMAT	919,71 €	50 €
025084 025086 025088	2002	2144	1 treuil à corde EVAK	EXPE-SPELEMAT	616,13 €	50 €
025085 025087 025089	2002	2144	1 treuil à corde EVAK	EXPE-SPELEMAT	616,13 €	50 €
2014000000035	2014	2183	1 HP Compaq 6305 Pro	UGAP	378,30 €	30 €

*\* En cas d'enchère ou négociation infructueuse, la cession pourra être réalisée à un montant inférieur à la mise à prix initiale.*

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191011-DBCA-2019-082-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/10/2019

Affichage : 14/10/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

N°DBCA-2019-083

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**DEMANDE DE PRISE EN CHARGE D'UN PREJUDICE CAUSE EN INTERVENTION**

Le 10 octobre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 23 septembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *l'article 1240 du Code civil,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*

\* \*

Le 29 mai 2019, les sapeurs-pompiers du Centre d'incendie et de secours (Cis) de Notre-Dame-de-Gravenchon sont déclenchés pour une assistance d'urgence réflexe-prompt secours au 4 bis rue du Fournil à Norville.

Lorsqu'ils sont arrivés sur les lieux de l'intervention, les maisons étant jumelées, les sapeurs-pompiers se sont présentés au 4 rue du Fournil qui était fermé. Afin de pénétrer dans le logement, ils ont brisé une vitre et endommagé le volet roulant.

Monsieur Levesque, propriétaire a fait la demande de prise en charge des dégâts occasionnés pour un montant de 911.91 €.

Dans la mesure où les sapeurs-pompiers ont pénétré dans le logement voisin du requérant, la responsabilité du service est engagée.

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est assuré en responsabilité civile auprès du Cabinet ADH SEGIA avec un montant de franchise de 1000 €.

Aussi, au vu du montant des dégâts inférieurs à celle-ci, il vous est demandé de bien vouloir prendre en charge les frais de remise en état des dégâts occasionnés chez Monsieur Levesque.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

.

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191011-DBCA-2019-083-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/10/2019

Affichage : 14/10/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**



N°DBCA-2019-084

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**MODIFICATIONS DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES**

Le 10 octobre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 23 septembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,*
- *la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*
- *le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*

\* \*

## **I - Création et suppression de postes**

- **Création temporaire :** néant
- **Création permanente :** néant
- **Suppression :** néant

## **II - Ajustement des emplois budgétaires au sein de la filière sapeur-pompier**

- 8 postes de caporaux-chefs transformés en postes de sergents ;
- 21 postes de caporaux transformés en postes de sergents ;
- 20 postes de sergents transformés en postes d'adjudants ;

## **III – Postes vacants susceptibles d'être pourvus par des agents contractuels**

En l'absence de candidats titulaires répondant au profil recherché, les postes suivants pourront être tenus par des agents contractuels recrutés sur la base de l'article 3-2 ou de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

- Technicien en sécurité des systèmes d'information, cadre d'emplois des techniciens, au sein du groupement Pilotage, évaluation, prospective et systèmes d'informations ;
- Adjoint (e) au chef de service en charge de la formation départementale – chef(fe) du site d'entraînement et de développement des compétences à St Valéry en Caux , rédacteur principal 1<sup>ère</sup> classe à attaché, au sein du groupement formation et activités physiques ;
- Gestionnaire administratif (ve) en charge LIF (livret individuel de formation) - CPF (compte personnel de formation) – CEC (compte engagement citoyen) - Parcours individuels, cadre d'emplois des adjoints administratifs, au sein du groupement formation et activités physiques ;

- Chef de service technique sud, technicien principal 1ère classe à ingénieur, au sein du groupement technique et logistique ;
- Assistant (e) administratif (ve), adjoint administratif à adjoint administratif principal 2ème classe, au sein du pôle programmation et soutien techniques ;

Pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité, le poste suivant pourra être tenu par un agent contractuel recruté sur la base de l'article 3-I-1° ou de l'article 3-I-2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

- Assistant (e) administratif (ve), adjoint administratif à adjoint administratif principal 2ème classe, au sein du pôle programmation et soutien techniques ;

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191011-DBCA-2019-084-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/10/2019

Affichage : 14/10/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

EFFECTIFS		POSTES BUDGETAIRES				PREVISIONNEL POSTES POURVUS au 01/10/19				ECART POURVUS / BUDGETAIRES
		BCA du 12/09/2019	Création de poste	Suppression de poste	BCA du 10/10/2019	Titulaires	Contractuels	Mis à disposition	Effectif total	
Directeur départemental	Colonel hors classe	1			1	1	0	0	1	0
Directeur départemental adjoint	Colonel hors classe	1			1	1	0	0	1	0
EMPLOIS FONCTIONNELS		2	0	0	2	2	0	0	2	0
A1	Contrôleur général	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel hors classe	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel	1			1	1	0	0	1	0
	Lieutenant Colonel	9			9	8	0	0	8	-1
A2	Commandant	24			24	23	0	1	24	0
	Capitaine	33			33	25	0	2	27	-6
B1	Lieutenant hors classe	7			7	6	0	0	6	-1
B2	Lieutenant 1ère classe	41			41	33	0	1	34	-7
B3	Lieutenant 2ème classe	23			23	12	0	0	12	-11
C1	Adjudants	214	20		234	232	0	0	232	-2
	Sergents	150	29	20	159	157	0	0	157	-2
C2	Caporal-chef	65		8	57	57	0	0	57	0
	Caporal	299		21	278	277	0	0	277	-1
C3	Sapeur	33			33	33	0	0	33	0
FILIERE SPP hors SSSM		899	49	49	899	864	0	4	868	-31
A1	Médecin de classe exceptionnelle	1			1	1	0	0	1	0
	Médecin hors classe	2			2	1	1	0	2	0
	Médecin de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
	Pharmacien hors classe	1			1	1	0	0	1	0
	Pharmacien de classe normale	1			1	1	0	0	1	0
A	Cadre de santé de 1ère classe	1			1	1	0	0	1	0
A	Cadre de santé de 2ème classe	0			0	0	0	0	0	0
A	Infirmier hors classe	4			4	4	0	0	4	0
A	Infirmier de classe supérieure	0			0	0	0	0	0	0
A	Infirmier de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
FILIERE SSSM		10	0	0	10	9	1	0	10	0
A1	Directeurs Territoriaux	1			1	0	0	0	0	-1
A2	Attachés Territoriaux	11			11	7	2	0	9	-2
B	Rédacteurs Territoriaux	39			39	31	5	0	36	-3
C	Adjoints Administratifs	95			95	89	2	0	91	-4
FILIERE ADMINISTRATIVE		146	0	0	146	127	9	0	136	-10
B	Assistant socio-éducatif principal	1			1	1	0	0	1	0
FILIERE MEDICO-SOCIALE		1	0	0	1	1	0	0	1	0
A	Ingénieurs territoriaux	11			11	6	5	0	11	0
B	Techniciens territoriaux	28			28	20	3	0	23	-5
C1	Agents de Maîtrise	28			28	26	2	0	28	0
C2	Adjoints Techniques*	40			40	34	0	0	34	-6
FILIERE TECHNIQUE		107	0	0	107	86	10	0	96	-11
TOTAUX		1165	49	49	1165	1089	20	4	1113	-52
	Caporal	8			8	0	0	0	0	-8
	Adjudant-chef	1			1	0	0	0	0	-1
	Capitaine	0			0	0	0	0	0	0
		9	0	0	9	0	0	0	0	-9

Effectifs non permanents pourvus*	nombre
contractuels	3
Engagés de service civique	1
Apprenti	2
Emplois d'avenir	0
Agent mis à disposition du SDIS par une société d'intérim	0
Agent d'une collectivité mis à disposition du SDIS	0

\* effectif non permanent ( remplacement maladie, surcroit d'activité, maternité...)

N°DBCA-2019-085

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CONVENTION ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
CAUX-SEINE AGGLO ET LE SDIS 76 POUR L'UTILISATION DE LA PISCINE  
INTERCOMMUNALE DE LILLEBONNE**

Le 10 octobre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 23 septembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*  
\* \*

Dans le cadre du maintien opérationnel des agents du Cis de Lillebonne, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a sollicité la communauté d'agglomération CAUX SEINE AGGLO afin d'y pratiquer des séances d'activité physique en milieu aquatique.

Cette convention est conclue pour une durée de 1 an à compter de sa signature. Elle définit les rapports entre les parties ainsi que leurs obligations réciproques. Cette convention est faite à titre gracieux.

Il convient d'approuver les termes de la convention, d'autoriser le Président à la signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191011-DBCA-2019-085-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/10/2019

Affichage : 14/10/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

## **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN EQUIPEMENT INTERCOMMUNAL AU PROFIT DES SAPEURS-POMPIERS DU CIS LILLEBONNE**

### **Entre**

**Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime**, dont le siège est situé, 6 rue du Verger - CS 40078 - 76192 YVETOT Cedex, représenté par son Président, **Monsieur André GAUTIER**, dûment habilité,

Ci-après désigné par les termes « le bénéficiaire »,

d'une part,

### **Et**

**Caux Seine agglo** dont le siège est à LILLEBONNE (Seine-Maritime) 76170, Maison de l'Intercommunalité, Allée du Câtillon, créée en application de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République, et d'un arrêté de Madame la Préfète du Département de Seine Maritime en date du 9 janvier 2019, inscrite au répertoire prévu par le décret n°73-314 du 14 mars 1973, modifié, portant création d'un système national d'identification et d'un répertoire des entreprises et de leurs établissements sous le numéro SIREN 200 010 700, représentée par **Monsieur Jean-Claude WEISS**, Président, élu à cette fonction suivant la délibération D.151/04-14 du Conseil communautaire en date du 17 avril 2014, et spécialement habilité à agir aux présentes en vertu de la délibération Db.239/07-19 en date du 30 juillet 2019, visée par la Sous-Préfecture du HAVRE, le 1<sup>er</sup> août 2019.

Ci-après désignée par les termes « Caux Seine agglo »,

d'autre part.

## PREAMBULE

Dans le cadre des obligations statutaires de maintien de leur condition physique, les sapeurs-pompiers de Lillebonne ont besoin, pour réaliser leur activité, d'utiliser les installations sportives de la piscine intercommunale de Lillebonne. Caux Seine agglo est gestionnaire de la piscine intercommunale de Lillebonne.

Les conditions de cette collaboration sont exclusivement régies par les seules dispositions de la présente convention.

## IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

### Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet :

- de définir les modalités et les conditions selon lesquelles le gestionnaire mettra à disposition du bénéficiaire, à titre gratuit et dans le cadre d'une occupation privative du domaine public, les installations sportives de la piscine intercommunale de Lillebonne dont il a la gestion exclusive,
- de définir les modalités et les conditions selon lesquelles le bénéficiaire les occupera.

### Article 2 : Destination et conditions d'utilisation des biens mis à disposition

#### 2-1 Destination du bien

Le bénéficiaire déclare connaître parfaitement les lieux et leurs contraintes pour les avoir visités au cours d'un repérage à l'issue duquel les exigences techniques ont été définies.

Le gestionnaire déclare avoir la pleine et entière gestion du bien susvisé et la pleine capacité juridique à effectuer la présente mise à disposition. Il garantit au bénéficiaire de tout recours tendant à contester cette mise à disposition, en tout ou partie, de la part de quelconque éventuel ayant droit.

La présente mise à disposition est destinée à permettre au bénéficiaire d'utiliser les installations sportives de la piscine intercommunale de Lillebonne en vue d'y :

- pratiquer des séances d'activité physique en milieu aquatique, selon les modalités définies ci-après.

#### 2-2 Calendrier et Horaires

Le bénéficiaire doit respecter strictement le calendrier des attributions et les plages horaires qui lui sont réservées, compte tenu des périodes de vacances scolaires et de fermeture technique connues à la date de signature de la présente convention comme les fermetures exceptionnelles (animation, ...).

Les horaires définis sont :

#### **En période scolaire :**

- les mercredis de 10h30 à 11h30
- les vendredis de 11h00 à 12h00
- les lundis de 8h15 à 9h15 (du 6 avril 2020 au 4 juillet 2020)

#### **Pendant les quatre séries de petites vacances segmentant l'année scolaire :**

- les mardis, jeudis et samedis de 9h15 à 10h00

Afin d'éviter des croisements de flux d'usagers et d'autoriser le nettoyage des locaux, le bénéficiaire devra libérer les lieux 20 minutes, au plus tard, après les plages horaires définies ci-dessus.

Lorsque l'équipement sportif ne sera pas utilisable du fait de Caux Seine agglo, ou non utilisé par le CIS, chacune des parties devra en être informée au préalable. Le bénéficiaire devra supporter la non utilisation des installations sportives du fait du gestionnaire sans pouvoir prétendre à aucune indemnisation quelles qu'en soient l'importance et la durée.



### 2-3 Accès aux activités organisées et à l'équipement

L'accès aux activités durant le créneau mentionné à l'article 2-2 est strictement réservé aux pompiers encadrés par un supérieur.

Le bénéficiaire s'engage à vérifier l'aptitude physique de ses pratiquants.

Les personnels pourront toutefois accéder à l'équipement durant ces périodes, pour des raisons de sécurité ou de maintenance.

### Article 3 : Obligations du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à utiliser les biens mis à disposition conformément à l'usage défini à l'article 2-1 ci-dessus. Aucune autre utilisation ne pourra être faite sans l'accord écrit et préalable du gestionnaire.

Le bénéficiaire s'engage de manière générale à utiliser les biens mis à disposition en bon père de famille, respecter tous les aménagements réalisés par le gestionnaire et à informer immédiatement le gestionnaire de tout dysfonctionnement ou de toute détérioration. Au terme de la présente convention, le bénéficiaire supportera les travaux inhérents à la remise en l'état des lieux pour les dégradations pour lesquelles il aura été reconnu responsable.

L'occupation privative du domaine public étant nominative, le bénéficiaire ne peut en aucun cas céder à qui que ce soit les droits résultant de la présente convention.

Le bénéficiaire est tenu de faire son affaire personnelle de toutes les autorisations administratives nécessaires à l'exercice de son activité sans que le gestionnaire puisse être inquiété ou recherché à ce sujet.

Le bénéficiaire se conformera aux règles d'utilisation et aux consignes de sécurité prescrites par le gestionnaire.

D'une manière générale, le bénéficiaire devra strictement respecter le règlement intérieur, affiché dans les locaux. En cas de non-respect des présentes, Caux Seine agglo pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès aux installations et révoquer de plein droit la présente convention.

Le bénéficiaire devra prendre connaissance des consignes de sécurité et devra informer le responsable d'établissement de toutes les observations permettant de maintenir de bonnes conditions d'accueil.

En tout état de cause, le bénéficiaire s'engage à utiliser les biens mis à dispositions conformément à un usage normal du domaine public.

### Article 4 : Durée et modification de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'un (1) an. Elle prend effet à compter de la date de signature des présentes.

Toutefois, à l'expiration de son terme, elle pourra être renouvelée par décision expresse des organes délibérants.

Les dispositions de la présente pourront être modifiées à la demande de l'une ou l'autre des parties. Dans ce cas, les clauses en vigueur demeureront intégralement applicables jusqu'à la date d'accord des parties sur les nouvelles dispositions.

Toute disposition nouvelle ou modification devra faire l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

### Article 5 : Dispositions Financières

La présente mise à disposition est consentie à titre gracieux.

En dehors des créneaux mentionnés à l'article 2-2 : les sapeurs-pompiers devront s'acquitter du droit d'entrée.

### Article 6 : Police - Hygiène - Sécurité

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la salubrité, la police, la sécurité et, le cas échéant, le code du travail, de sorte que le gestionnaire ne puisse être ni recherché, ni inquiété.

De manière générale, le bénéficiaire garantit, dans le cadre de son activité, la sécurité de ses participants, préposés et de toutes les personnes qu'il accueille dans les biens mis à disposition.

## **Article 7 : Assurance - Responsabilité**

### **7-1 Assurance**

Le bénéficiaire doit souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité et les risques de dommages matériels et corporels pouvant résulter des activités exercées dans les équipements mis à disposition. Il lui appartient de fournir une attestation d'assurance au responsable d'établissement à la signature de la présente convention et avant toute activité.

Il lui appartient également de faire assurer, par une compagnie solvable, les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature causés par l'incendie et le vol aux biens mobiliers et immobiliers mis à sa disposition.

La police souscrite couvrira ses biens meubles, les activités pratiquées dans les locaux, sa responsabilité locative, sa responsabilité à l'égard des tiers.

Le bénéficiaire s'engage à produire à toute réquisition du gestionnaire les attestations d'assurance correspondantes et à justifier du paiement des primes dès l'entrée en jouissance.

En cas de sinistre, le bénéficiaire ne pourra réclamer au gestionnaire aucune indemnité pour privation de jouissance.

### **7-2 Responsabilité**

Le bénéficiaire assume la pleine et entière responsabilité de ses participants, préposés et de toutes les personnes qu'il accueille et activités exercées dans les biens mis à disposition.

Le bénéficiaire répond seul des dommages de toute nature subis par ses membres et notamment des dommages aux personnes résultant du non-respect des règles d'hygiène et de sécurité visées à l'article 6 des présentes ; il est expressément convenu que le gestionnaire ne peut être inquiété ou voir sa responsabilité recherchée à ce sujet.

Il est également convenu d'une façon expresse entre le bénéficiaire et le gestionnaire que celui-ci ne pourra à aucun titre être rendu responsable des vols dont le bénéficiaire pourrait être victime dans les lieux mis à disposition.

Le gestionnaire assure le bien et s'engage à le maintenir en conformité avec les règles de sécurité en vigueur. En aucun cas sa responsabilité ne peut être engagée sur tout autre fondement que le défaut d'entretien normal du domaine public.

## **Article 8 : Entretien - Réparation - Travaux**

### **8-1 Entretien**

Le bénéficiaire s'engage à maintenir les lieux mis à sa disposition en bon état permanent d'entretien, dans le cadre de son activité, pendant toute la durée de la mise à disposition. Il informe sans délai le gestionnaire de tout dysfonctionnement.

En cas de manquement à cette obligation d'entretien, Caux Seine agglo peut, un mois après mise en demeure restée sans effet, faire réaliser les réparations aux frais, risques et périls du bénéficiaire.

### **8-2 Transformations**

Le bénéficiaire ne peut apporter aucune modification (travaux, mise en place de signalétique, affichage...), démolition, ou réaliser quelque construction affectant les biens mis à sa disposition.

### **8-3 Travaux réalisés par Caux Seine agglo**

Le bénéficiaire devra souffrir sans aucune indemnité, quelles qu'en soient l'importance et la durée, tous les travaux et réparations que Caux Seine agglo jugerait nécessaire d'effectuer sans pouvoir réclamer aucune indemnité, quand bien même ces travaux dureraient plus de quarante jours.

## **Article 9 : Résiliation de la convention - Clause résolutoire**

9-1 - Chacune des parties pourra résilier la présente convention à tout moment par lettre recommandée avec avis de réception moyennant un délai de préavis d'un mois avant la fin souhaitée de la mise à disposition. Cette clause s'appliquera notamment dans le cas où le bénéficiaire souhaiterait quitter les lieux.

9-2 - La présente convention peut être résiliée par le gestionnaire à tout moment par lettre recommandée avec avis de réception en cas d'inexécution par le bénéficiaire de l'une quelconque de ses obligations et notamment de ses obligations en matière de sécurité.

Cette résiliation interviendra de plein droit à défaut pour le bénéficiaire d'avoir satisfait à ses obligations quinze jours après réception de la mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec avis de réception.

La résiliation ne donnera lieu à aucune indemnisation.

9-3 - A raison du caractère administratif du contrat, le gestionnaire peut, pour tous motifs tirés de l'intérêt général, résilier à tout moment et sans indemnité la présente convention.

La résiliation est alors notifiée par lettre recommandée avec avis de réception six mois avant sa prise d'effet.

## **Article 10 : Expiration de la convention**

La mise à disposition prendra fin au terme de la présente convention sans que le bénéficiaire puisse prétendre à aucun maintien dans les lieux ni à une quelconque indemnisation de la part du gestionnaire.

## **Article 11 : Intégralité de la convention**

La présente convention exprime l'intégralité des obligations des Parties.

Aucun document ne peut engendrer d'obligation au titre des présentes s'il n'est l'objet d'un avenant signé par les Parties.

## **Article 12 : Non-Validité Partielle**

Si une ou plusieurs dispositions des présentes sont tenues pour non valides par une loi ou un règlement, ou déclarées telles par décision définitive d'une juridiction compétente, elles sont réputées non écrites, les autres dispositions des présentes gardant toute leur force et leur portée.

## **Article 13 : Permanence des clauses**

Le fait que l'une des Parties n'ait pas exigé l'application d'une disposition quelconque de la présente convention, et que ce soit de façon permanente ou temporaire, ne pourra en aucun cas être considéré comme une renonciation aux droits de cette Partie découlant de ladite disposition.

## **Article 14 : Litiges**

A défaut d'accord amiable que les Parties s'efforceront de privilégier, les différends portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de Rouen.

La partie, la plus diligente qui procédera à la saisine du tribunal, devra en informer préalablement l'autre partie dans un délai de quinze jours par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **Article 15 : Divers**

### **Représentants de l'application de la convention**

Les interlocuteurs privilégiés de l'application de la convention sont :

- Caux Seine agglo représentée par son Président, Monsieur Jean-Claude WEISS,
- Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime représenté par son Président, Monsieur André GAUTIER.

Rattachée à la délibération Db.239/07-19

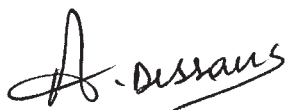
Tout aménagement de la présente convention devra être abordé avec le responsable d'établissement.

Fait à Lillebonne, le 1<sup>er</sup> août 2019

En 2 exemplaires originaux

Caux Seine agglo

Le Président



Jean-Claude WEISS

Le Service Départemental d'Incendie et  
de Secours de la Seine-Maritime

Le Président

André GAUTIER

Pour le Président  
et par délégation  
la Vice-Présidente  
Annie DESSAUX

N°DBCA-2019-086

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**NOUVELLE POLITIQUE IMMOBILIERE – CONVENTION DE FINANCEMENT POUR  
LA RECONSTRUCTION DU CIS LE HAVRE-SUD**

Le 10 octobre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 23 septembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *l'instruction budgétaire et comptable M61 des services départementaux d'incendie et de secours,*
- *la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,*
- *la délibération 2017-CA-32 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 15 décembre 2017 portant sur la Nouvelle Politique Immobilière.*

\*  
\* \*

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) va procéder à la reconstruction du Centre d'incendie et de secours (Cis) Le Havre Sud.

Le montant total de l'opération (aménagement du terrain, réalisation des études et des travaux, acquisition des mobiliers) est estimé à 8 600 000,00 € TTC.

Suite aux négociations menées par le Président du Conseil d'administration, la ville de Le Havre et la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole ont accepté d'intervenir au financement de cette opération.

Le terrain d'implantation du nouveau Cis a été apporté par la ville de Le Havre à titre gratuit.

La Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole va accorder au Sdis 76 une subvention d'investissement de 1 000 000 € pour participer au financement de la tranche travaux hors taxe de l'opération.

Il est proposé d'autoriser le président à signer la convention jointe en annexe, qui précise les engagements de chaque partie, conformément à la convention type approuvée par le Conseil d'administration.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191011-DBCA-2019-086-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet: 11/10/2019

Affichage : 14/10/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**

**CONVENTION ENTRE  
LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME, LA VILLE DU HAVRE ET LA COMMUNAUTE  
URBAINE LE HAVRE SEINE METROPOLE POUR LA RECONSTRUCTION  
DU CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS LE HAVRE SUD**

**ENTRE :**

**LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME** dont le siège est situé 6, rue du Verger - CS 40 078 – 76 192 YVETOT CEDEX,

Représenté par Monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de Président du Conseil d'Administration du Sdis et conformément à l'arrêté n°2015 / AGAJ – 53 portant désignation du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine- Maritime,

Ci-après dénommé « Sdis 76 »,

d'une part,

**ET**

**LA VILLE DU HAVRE** dont le siège est situé 1 517, place de l'Hôtel de Ville - 76 084 LE HAVRE,

Représentée par Monsieur Jean-Baptiste GASTINNE, agissant en qualité de Maire et conformément à la délibération 20050163 du Conseil municipal en date du 07 mars 2005,

Ci-après dénommée « La Ville du Havre »,

**ET**

**LA COMMUNAUTE URBAINE LE HAVRE SEINE METROPOLE** dont le siège est situé à 19 rue Georges Braque - 76 600 LE HAVRE, représentée par M. Jean-Baptiste GASTINNE agissant en qualité de Président et conformément à la délibération du Conseil communautaire en date du 10 octobre 2019,

Ci-après dénommée « La Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole »

d'autre part,

Ci-après désignées ensemble « les Parties »,



Vu la délibération 2017-CA-32 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 15 décembre 2017 portant sur la Nouvelle Politique Immobilière (NPI) ;

Vu la délibération ..... du Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 10 octobre 2019 portant sur la reconstruction du Centre d'Incendie et de Secours (CIS) du Havre Sud ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

### **ARTICLE 1 - Objet de la convention**

La présente convention définit les engagements des Parties et prévoit les modalités de participation de la Ville du Havre et de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole au financement de l'opération de reconstruction du CIS du Havre Sud.

### **ARTICLE 2 - Terrain d'assiette et nature de l'opération**

Le Sdis76 envisage un projet de construction au Sud du Havre afin de remplacer l'ancien CIS - 4 rue du Général CAVAIGNAC - devenu obsolète et faisant l'objet de conditions d'occupation précaires en raison d'une autorisation temporaire d'occupation du domaine public maritime.

Le Sdis76 ne participera au financement de cette opération qu'à la condition de maîtriser l'emprise foncière servant d'assiette aux travaux.

Le terrain d'implantation du nouveau CIS du Havre Sud est envisagé sur la parcelle FC n° 168, situé à l'intersection des rues du Général Hoche et du Général Lasalle dans la ville basse du Havre, à proximité la zone portuaire et identifiable sur le plan masse annexé à la présente convention (annexe n° 2).

Ce terrain a été cédé à l'euro symbolique par de la Ville du Havre au bénéfice du Sdis76 par acte notarié en date du 10 juillet 2009 ; sa valeur vénale ayant été estimée par les services des domaines de la Direction Régionale des Finances Publiques de Haute-Normandie à 600 000 € le 23 juillet 2014, en raison de la pollution sonore générée par l'installation d'un dépôt de bus sur une parcelle contiguë et de la découverte d'une pollution du sol et du sous-sol.

Cette opération consiste en la reconstruction du CIS du Havre Sud (type D dans la classification NPI du Sdis76) pour accueillir dans des locaux adaptés aux activités de secours des sapeurs-pompiers en garde.

Le nouveau CIS a pour objectifs :

- de permettre aux sapeurs-pompiers d'effectuer leurs missions en améliorant leur rapidité d'intervention et leur sécurité,
- de spécialiser chacun des CIS havrais afin de répondre au mieux aux besoins de l'agglomération,
- de développer la convivialité et le confort dans l'ensemble des locaux, leur offrant de meilleures conditions de travail.



L'ouvrage à réaliser comprendra ainsi :

- des locaux administratifs,
- des locaux opérationnels dont une remise destinée aux engins du CIS,
- des locaux de vie dont des locaux de sommeil,
- des espaces extérieures nécessaires à l'activité du CIS (stationnement, VRD, aire et tour de manœuvre ...).

La maîtrise d'ouvrage des travaux est portée par le Sdis 76.

Le montant total de cette opération est estimé à 8 600 000 € TTC tel que détaillé dans l'annexe financière jointe à la présente convention (annexe n° 1).

### **ARTICLE 3 – Montant de la subvention pour la tranche travaux**

La subvention de la Communauté Urbaine pour la réalisation de la tranche travaux de l'action visée à l'article 1er s'élève au maximum à 1 000 000,00 €.

La subvention s'élève donc à 15 % des dépenses prévisionnelles de la tranche de travaux hors taxes.

Si le budget définitif de l'action subventionnée est supérieur au budget prévisionnel indiqué à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la subvention sera plafonnée au montant indiqué au premier alinéa du présent article.

Si le budget définitif de l'action subventionnée est inférieur au budget prévisionnel indiqué à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la subvention sera calculée au prorata du budget définitif.

### **ARTICLE 4 – Modalités de versement**

La subvention sera versée sur un compte ouvert au nom du Sdis 76 qui s'engage à fournir un RIB de ce compte, dès la notification de la présente convention.

Elle sera appelée par le Sdis 76 dans les conditions suivantes :

- 3 acomptes au fur et à mesure du déroulement de la tranche travaux calculés sur la base du montant prévisionnel de cette tranche et sans pouvoir dépasser 75 % de la subvention d'équipement allouée,
- le solde sur présentation d'un état récapitulatif détaillé des dépenses réalisées (objet, numéro de mandat), conformément au projet défini à l'article 1<sup>er</sup>, certifié exact par le Président du Conseil d'administration du Sdis ou son représentant.

Si le montant de subvention calculé au prorata des dépenses est inférieur au montant du ou des acompte(s) versé(s), un titre de recettes sera émis à l'encontre du Sdis 76 pour le montant trop perçu.

## **ARTICLE 5 – Engagements du Sdis 76**

Le Sdis 76 s'engage :

- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur,
- à solliciter la désignation d'un représentant unique pour l'ensemble des parties extérieures finançant l'opération, ayant vocation à intégrer le jury de désignation du Maître d'œuvre,
- à fournir, sur demande et au fur et à mesure du versement des acomptes de la subvention, tel que prévu à l'article 4, toutes pièces justificatives de l'utilisation de la subvention, conformément aux actions prévues à l'article 1<sup>er</sup>,
- à faciliter le contrôle par la Ville du Havre et la Communauté Urbaine ou par toute autre personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,
- à conserver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans.

## **ARTICLE 6 – Communication**

Le Sdis76 s'engage à valoriser le concours de la Ville du Havre et la Communauté Urbaine, notamment lors des opérations de communication externe, selon les modalités suivantes :

- intégration, de façon lisible et apparente, du logotype de la Ville du Havre et la Communauté Urbaine (signalétique ponctuelle ou permanente, panneaux de chantier, affiches, dossiers de presse, panneaux d'exposition, mailing, internet...)
- mention, lors de toute opération de communication relative au projet déterminé à l'article 1<sup>er</sup> du soutien de Ville du Havre et la Communauté Urbaine (pose de première pierre, inauguration, opération presse et de relations publiques notamment), invitation des représentants de la Ville du Havre et la Communauté Urbaine à ces opérations,
- prise de parole lors des opérations de communication susvisées, dans le respect du protocole républicain.

Le Sdis 76 autorise, par ailleurs, la Ville du Havre et la Communauté Urbaine à citer le projet subventionné dans sa communication interne ou externe.

Le Sdis 76 s'interdit d'utiliser son image et celle de la collectivité dans tout domaine pouvant nuire à l'ordre public, aux bonnes mœurs et à l'image de la Ville du Havre et la Communauté Urbaine.

## **ARTICLE 7- Durée**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les Parties. Elle prend fin à compter de l'encaissement du solde de la subvention accordée.

## **ARTICLE 8 - Avenants**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux de l'article 1. Aucune entente verbale, ne peut lier les parties à cet effet.

## **ARTICLE 9 - Litiges**

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe de droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le Tribunal Administratif de Rouen, en ce cas, le tribunal compétent.

Fait en trois exemplaires originaux, le .....

Le Maire du Havre,

**Jean-Baptiste GASTINNE**

Pour le Service départemental d'incendie et  
de secours de la Seine-Maritime,  
Le Président du Conseil d'administration,

**André GAUTIER**

Le ..... de la Communauté Urbaine  
Le Havre Seine Métropole,

.....

DEPENSES	MONTANT TTC	% de l'opération totale	RECETTES	MONTANT	% de l'opération totale
Valeur foncière du terrain	600 000,00 €	7%	Apport de la Ville du Havre valorisé	600 000,00 €	7%
<b>SOUS-TOTAL TRANCHE RELATIVE AU TERRAIN</b>	<b>600 000,00 €</b>	<b>7%</b>	<b>SOUS-TOTAL TRANCHE RELATIVE AU TERRAIN</b>	<b>600 000,00 €</b>	<b>7%</b>
Etudes préliminaires, aménagements préalables et dépollution du terrain, frais de concours	912 000,00 €	11%	Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole	1 000 000,00 €	12%
Maîtrise d'œuvre et bureau d'études	809 000,00 €	9%	FCTVA (16,404% des dépenses de la tranche travaux TTC)	1 312 320,00 €	15%
Travaux (dont équipements)	5 973 000,00 €	69%	Conseil départemental (10% des dépenses de la tranche travaux HT)	666 667,00 €	8%
Divers et imprévus	306 000,00 €	4%	Participation du SDIS	5 021 013,00 €	58%
<b>SOUS-TOTAL TRANCHE RELATIVE AUX TRAVAUX</b>	<b>8 000 000,00 €</b>	<b>93%</b>	<b>SOUS-TOTAL TRANCHE RELATIVE AUX TRAVAUX</b>	<b>8 000 000,00 €</b>	<b>93%</b>
<b>TOTAL DE L'OPERATION</b>	<b>8 600 000,00 €</b>	<b>100%</b>	<b>TOTAL DE L'OPERATION</b>	<b>8 600 000,00 €</b>	<b>100%</b>

Commune :  
LE HAVRE

Échelle d'origine : 1/500  
Échelle d'édition : 1/1500

Date d'édition : 04/07/2019  
(fuseau horaire de Paris)

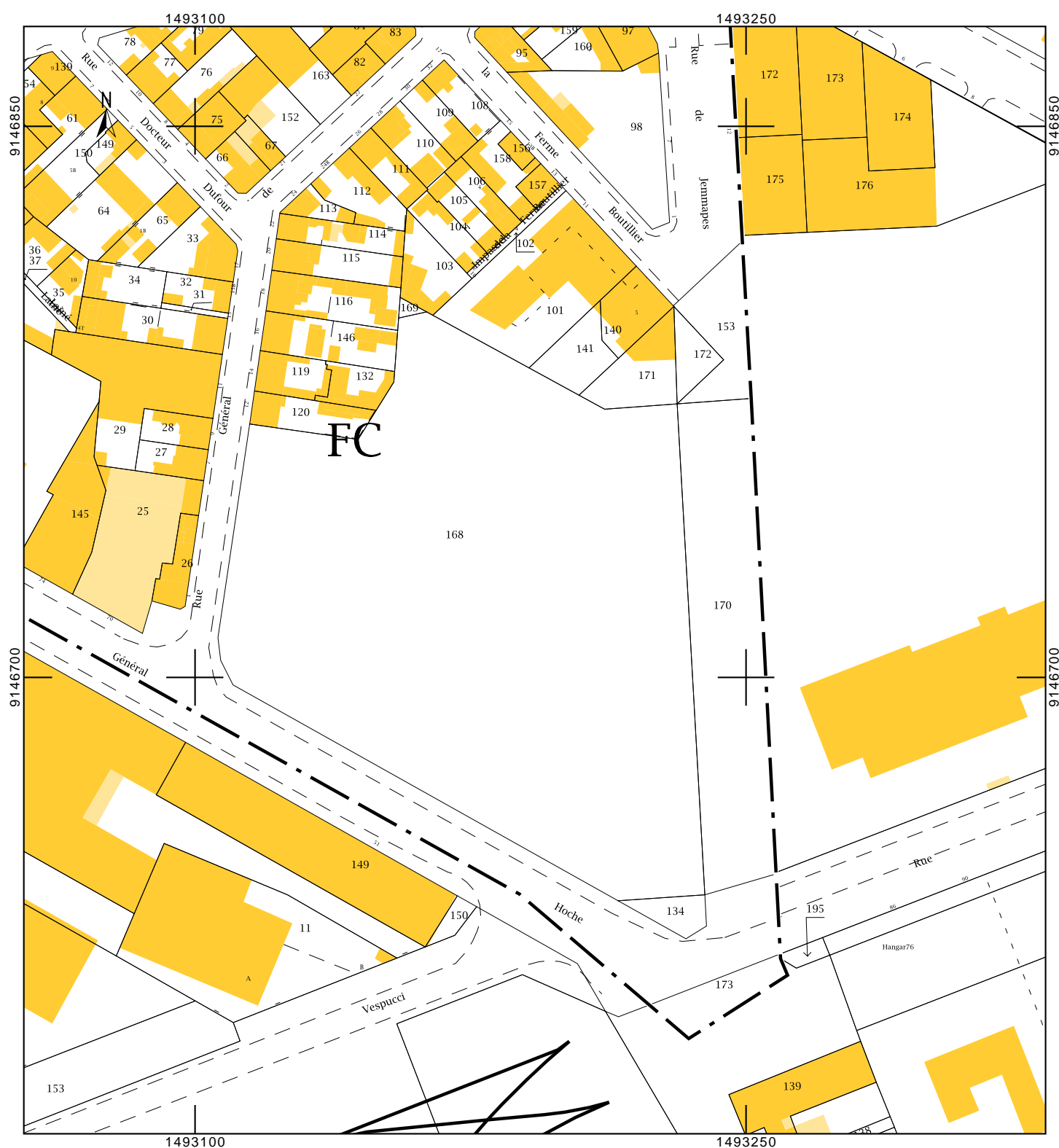
Coordonnées en projection : RGF93CC50  
©2017 Ministère de l'Action et des  
Comptes publics

## EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré  
par le centre des impôts foncier suivant :  
PTGC - Antenne du Havre  
19 avenue du Général Leclerc 76085  
76085 Le Havre Cedex  
tél. 0235192257 -fax  
ptgc.seine-  
maritime@dgifp.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**NOUVELLE POLITIQUE IMMOBILIERE – MODALITES DE DESIGNATION DES  
EQUIPES DE MAITRISE D'ŒUVRE (HORS PROCEDURE DE CONCOURS)**

Le 10 octobre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 23 septembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *le code de la commande publique,*
- *la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2017-CA-32 du 15 décembre 2017 portant sur la Nouvelle Politique Immobilière (NPI) – Bilan du groupe de travail et proposition.*

\*

\*\*

Par délibération en date de 15 décembre 2017, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a validé les propositions du groupe de travail concernant la mise en œuvre de la nouvelle politique immobilière (NPI).

Afin de permettre la mise en œuvre de cette politique, plusieurs marchés publics devront être passés (maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle, coordination sécurité et protection de la santé, marchés de travaux...).

Concernant les marchés de maîtrise d'œuvre, l'article R2172-2 du Code de la commande publique fixe le principe du concours comme technique d'achats.

Néanmoins l'acheteur n'est pas tenu d'organiser un concours dans les cas suivants :

- réutilisation ou réhabilitation d'ouvrages existants ;
- montant du marché de maîtrise d'œuvre inférieur aux seuils de procédure formalisée.

Les différentes modalités de mise en œuvre de la procédure de concours ont déjà fait l'objet d'une délibération du Conseil d'administration en date du 14 février 2018 (délibération n°2018-CA-10) et chaque projet fait l'objet d'une délibération spécifique du Bureau du Conseil d'administration.

En dehors des procédures de concours, afin de permettre la désignation de l'équipe de maîtrise d'œuvre répondant la mieux aux attentes du projet, il apparaît opportun que le pouvoir adjudicateur puisse disposer d'éléments techniques d'appréciation produits par les différentes équipes admises à remettre une offre.

En pareil cas, le contenu des prestations à remettre est susceptible de varier suivant la complexité des différents projets :

- Cas n°1 : Travaux ne présentant pas de complexité apparente ;
- Cas n°2 : Travaux présentant un niveau moyen de complexité ;
- Cas n°3 : Travaux présentant un niveau élevé de complexité (contraintes architecturales, environnementales...).

Par la présente délibération, il est proposé d'arrêter les modalités d'indemnisation suivantes :

	Nombre de candidats admis à remettre une offre en cas de procédure restreinte	Pièces spécifiques attendues à produire	Indemnisation des candidats ayant remis une offre conforme*
Cas n°1	Un maximum de 5 candidats	Sans objet	Aucune indemnisation de prévue (aucune production graphique de demandé)
Cas n°2		Intentions architecturales avec illustration du propos autorisée	0,15% du coût prévisionnel HT des travaux arrêté lors du lancement de la consultation
Cas n°3		Intentions architecturales avec illustration du propos obligatoire (croquis, schémas, documents graphiques simple)	0,25% du coût prévisionnel HT des travaux arrêté lors du lancement de la consultation

\* TVA en vigueur en sus.

Le montant de l'indemnisation pourra être réduit par le pouvoir adjudicateur en cas de remise d'une offre ne répondant pas au règlement de la consultation.

Concernant le titulaire du marché, le montant de l'indemnisation sera compris dans son forfait de rémunération.

\*

\* \*

*Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191011-DBCA-2019-087-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/10/2019

Affichage : 14/10/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**



N°DBCA-2019-088

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
4
- Votants :  
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION PONCTUELLE DE BIENS DU SDIS 76 AU  
PROFIT DE L'ASSOCIATION CROSSFIRE DU HAVRE**

Le 10 octobre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 23 septembre 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3<sup>ème</sup> Vice-Président

**ETAIT ABSENT EXCUSE**

- Monsieur Bastien CORITON, membre

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

\*  
\* \*

Dans le cadre d'une compétition de Crossfit organisée par l'association Crossfire du Havre, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a été sollicité pour la mise à disposition de matériels divers à titre gracieux.

Cette convention est conclue pour la journée du dimanche 06 octobre 2019. Elle définit les rapports entre les parties ainsi que leurs obligations réciproques. Cette convention est faite à titre gracieux.

Il convient d'approuver les termes de la convention et d'autoriser le Président à signer cette régularisation ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

\*  
\* \*

*Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention pour régularisation ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.*

**Le président du conseil d'administration,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20191011-DBCA-2019-088-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet: 11/10/2019

Affichage : 14/10/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



**André GAUTIER**

## CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

« Biens meubles ou immeubles »

Entre :

**L' « association Crossfire Le Havre »**

Représentée par Monsieur Mathieu SCREVE, agissant en qualité de Président en exercice, en vertu d'une délibération du bureau exécutif de l'association.

« Le cocontractant »

d'une part,

**ET**

**LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME** dont le siège est 6, rue du Verger – CS 40078 – 76192 YETOT CEDEX.

Représenté par Monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de Président.

« Le SDIS »

d'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 - Objet**

La présente convention a pour objet de définir entre les parties, les modalités de mise à disposition et d'utilisation de biens appartenant au SDIS. Le SDIS consent dans le cadre de cette convention, la mise à disposition de ses biens à l' « association Crossfire Le Havre » afin d'assurer le déroulement d'une compétition de Crossfit.

#### **ARTICLE 2 – Moyens, biens mis à disposition**

Le SDIS agissant dans les droits du propriétaire des biens objets des présentes, met à la disposition des personnels sapeurs-pompiers de l'agglomération havraise des biens aménagés et adaptés à la réalisation de l'organisation d'une compétition.

Les biens mis à disposition comprennent : 6 tonnelles, 6 échelles 2 plans, 12 aspiraux de 100 mm, 6 ARI avec bouteilles.

La mise à disposition est accordée à titre strictement personnel et ne peut faire l'objet de cession d'aucune sorte. De même, toute sous location partielle ou totale des locaux/biens est interdite.

#### **ARTICLE 3 – Définition des utilisateurs et accès**

Les utilisateurs sont les participants à la compétition.

Les biens mis à disposition sont réservés aux personnels préalablement identifiés, pendant la durée de validité de la convention.

#### **ARTICLE 4 - Utilisation des biens mis à disposition**

Les modalités pratiques de la mise à disposition des locaux/biens et notamment les jours et heures seront préalablement définies conjointement avec le lieutenant hors classe Emmanuel MENDY, afin de ne pas interférer dans l'activité principale du SDIS et de permettre la planification et le déroulement dans les meilleures conditions.

Le « cocontractant » ne pourra employer les biens mis à disposition à un autre usage que celui auquel ils sont destinés.

Le SDIS se réserve le droit d'annuler, dans l'urgence, des utilisations programmées dans l'intérêt du SDIS.

#### **ARTICLE 5 - Obligations et Engagements des parties**

Le « cocontractant » est responsable du bon déroulement de l'utilisation des biens. Les utilisateurs veillent au bon état des biens mis à disposition ainsi qu'au respect des règles d'hygiène et de sécurité et du règlement intérieur en vigueur.

Les biens ne devront faire l'objet d'aucune dégradation. En cas de dégradations, le « cocontractant » supportera le coût de la remise en état des biens mis à sa disposition.

## **ARTICLE 6 – Dispositions administratives**

La mise à disposition des biens dans les conditions définies par la présente convention est faite à titre gracieux.

Le « cocontractant » prendra les biens dans l'état dans lequel ils se trouvent au moment de l'entrée en possession.

Un état des lieux d'entrée contradictoire sera établi entre les deux parties lors de la prise en compte des matériels, objets des présentes. Un état des lieux de sortie contradictoire sera également établi entre les deux parties lors de la restitution des biens mis à disposition à l'achèvement de la présente convention.

## **ARTICLE 7 - Entrée en vigueur, renouvellement et fin de la convention**

La présente convention entre en vigueur le 06 octobre 2019 et sa validité est de un jour.

Le renouvellement des présentes interviendra par reconduction expresse, sans pouvoir excéder une durée totale de cinq années.

Chacun des cocontractants peut également, mettre unilatéralement fin à la présente convention en cours d'année, par courrier recommandé avec accusé de réception. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de droit 2 mois après la date d'envoi dudit courrier, le cachet de la poste faisant foi.

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties de l'une de ses obligations moyennant un préavis de 15 jours ou lorsque « le cocontractant » cesse d'utiliser les locaux.

Enfin, le SDIS conserve pour sa part la faculté de résilier les présentes pour tout motif d'intérêt général.

## **ARTICLE 8 - Avenant à la convention**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés dans la convention.

## **ARTICLE 9 - Assurance et Responsabilité**

Le « cocontractant » s'engage à fournir au SDIS une attestation Garantie Responsabilité Civile.

Le « cocontractant » s'engage à fournir au SDIS une attestation ou le diplôme des agents encadrants les activités physiques de la manifestation.

Le « cocontractant » est responsable vis à vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit, engendrés du fait de son activité dans les lieux.

Il s'engage à prendre en charge les dégâts matériels qui seraient commis pendant le temps d'utilisation, tant sur le bâtiment que sur le matériel.

**Il contracte à cet effet toutes assurances utiles, notamment en responsabilité civile et pour les risques locatifs.**

L'utilisateur s'engage à faire en sorte que la réglementation soit strictement appliquée, que les personnes désignées pour assurer la sécurité soient présentes lors des activités et dégage par avance toute responsabilité « du SDIS » en cas d'accident survenant aux participants pendant les séances qui leur sont réservées dans les équipements.

#### **ARTICLE 10 - Règlement des litiges et attribution de compétence**

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Yvetot, en deux exemplaires originaux, le

Pour le Président de l'association Crossfire,  
Le secrétaire,

Pour le Président,  
et par délégation,

**Monsieur Alexandre HAMADACHE**

Projet